|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  | | --- | | **REPUBLIQUE TOGOLAISE**  **------------**  Description : Description : Description : Description : Description : F:\Marcel doc\Armoiri 2.jpg |   ***Travail – Liberté - Patrie*** |  |

DOSSIER TYPE D’APPEL D’OFFRES

**Passation des Marchés de services courants**

**Mars 2012**

**PREFACE**

Ce dossier-type d’appel d’offres (DTAO) pour la passation des marchés de services courants en République Togolaise est une adaptation du Dossier Standard Régional d’Acquisition (DSRA), adopté par l’UEMOA en guise d’assistance technique aux États-membres dans le cadre de la transposition des Directives communautaires sur les marchés publics dans leur ordre juridique national.

Il participe à l’effort de standardisation des instruments de passation et d’exécution de la commande publique, entrepris par les autorités togolaises en charge des marchés publics pour assurer davantage d’efficience dans la mise en œuvre des procédures.

A l’instar des DSRA, le présent DTAO s’inspire des documents harmonisés des Banques Multilatérales de Développement et des Institutions Financières Internationales. Il constitue une adaptation du DTAO pour fournitures et/ou services connexes aux procédures de passation des seuls marchés de services courants. Il s’agit donc d’une application mutatis mutandis du DTAO précité à l’acquisition des marchés de services courants.

Il peut ainsi être utilisé pour la passation de marchés de services tels que l’entretien et le nettoiement de locaux, l’entretien et la maintenance d’équipements, le gardiennage de locaux, l’acquisition de services de transport (transport de personnels, de produits, etc.), l’acquisition de services de restauration, de ramassage d’ordures, de distribution, etc.

Le DTAO reflète les dispositions de la réglementation togolaise des marchés publics, notamment de la loi N° 2009-013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public et du décret N° 2009-277 / PR du 11 novembre 2009 portant Code des marchés publics et délégations de service public et ses textes d’application.

Le présent DTAO regroupe les dispositions types à ne pas modifier et qui sont incluses dans la Section II, Instructions aux candidats, et dans la Section VI, Cahier des Clauses administratives générales. Les renseignements et articles spécifiques à chaque marché doivent être précisés dans la Section III, Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO); la Section V, Bordereau des quantités, calendrier de livraisons, cahier des clauses techniques, plans, inspection et essais; la Section VII, Cahier des Clauses administratives particulières. Des documents modèles sont présentés dans la Section IV, Formulaires de soumission, et dans la Section VIII, Formulaires de marché.

Les instructions générales ci-après doivent être respectées lors de l'utilisation du présent DTAO. Les notes de la Section VIII, Formulaires de Marché, doivent être conservées dans le Dossier d’Appel d’Offres final puisqu'elles sont utiles aux candidats.

a) Les détails spécifiques, tels que le nom du **« Maître d’Ouvrage »**[[1]](#footnote-1)ou de l’**« Autorité contractante »[[2]](#footnote-2)**et l'adresse à laquelle doivent être envoyées les offres doivent figurer dans l'Avis d'Appel d'Offres, les Données particulières de l'Appel d'offres, et le Cahier des Clauses administratives particulières.

b) Les modifications éventuelles aux Instructions aux candidats et au Cahier des Clauses administratives générales doivent être incluses respectivement dans les Données particulières de l'Appel d'offres et dans le Cahier des Clauses administratives particulières.

c) Le Cahier des Clauses administratives particulières comprend, à titre d'exemple, des dispositions que le Maître d’Ouvrage ou l’Autorité contractante doit rédiger pour chaque marché spécifique.

d) Les modèles présentés dans la Section VIII doivent être complétés par le Candidat ; les notes de bas de page de ces formulaires doivent être conservées dans le dossier final car elles contiennent des instructions à l'intention du Candidat.

e) Le DTAO prévoit la possibilité pour le Candidat de présenter dans son offre des variantes dans le cadre des dispositions permises dans les Instructions aux candidats et les Cahiers des Clauses techniques. En tout état de cause, les modalités de mise en œuvre des variantes doivent être conformes aux dispositions du décret N° 2009-277 / PR du 11 novembre 2009 portant Code des marchés publics et délégations de service public.

**PRINCIPALES ABREVIATIONS ET ACRONYMES**

**AAO** : Avis d’Appel d’Offres

**AO**: Appel d’Offres

**AOR** : Appel d’Offres Restreint

**CCAG**: Cahier des Clauses Administratives Générales

**CCAP**: Cahier des Clauses Administratives Particulières

**CCTG**: Cahier des Clauses Techniques Générales

**CCTP**: Cahier des Clauses Techniques Particulières

**CMP**: Code des Marchés Publics

**DAO** : Dossier d’Appel d’Offres

**DPAO** : Documents Particuliers de l’Appel d’Offres

**DTAO**: Dossier-type d’appel d’Offres

**IC** : Instructions aux Candidats

**UEMOA**: Union Economique Monétaire Ouest Africaine

Sommaire

Le présent DTAO pour la passation des marchés publics s’applique aux procédures de passation des marchés de services courants.

Le présent DTAO comporte les parties suivantes :

**PREMIÈRE PARTIE –PROCÉDURES D’APPEL D’OFFRES**

**Section I. Avis d’Appel d’Offres (AO)**

Cette Section fournit à l’Autorité contractante des « Avis types d’appel d’offres (Appel d’Offres ouvert, restreint, avec ou sans pré qualification) » pour servir de modèles.

**Section II. Instructions aux candidats (IC)**

Cette Section fournit aux candidats les informations utiles pour préparer leurs soumissions. Elle comporte aussi des renseignements sur la soumission, l’ouverture des plis et l’évaluation des offres, et sur l’attribution des marchés**. Les dispositions figurant dans cette Section II ne doivent pas être modifiées.**

## Section III. Données particulières de l’appel d’offres (DPAO)

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque passation de marché, qui complètent les informations ou conditions figurant à la Section II, Instructions aux candidats.

## Section IV. Formulaires de soumission

Cette Section contient les modèles des formulaires à soumettre avec l’offre : la lettre de soumission de l’offre, les bordereaux de prix, la garantie de soumission et l’autorisation du fabricant.

**DEUXIÈME PARTIE – CONDITIONS D’APPROVISIONNEMENT DES FOURNITURES ET SERVICES CONNEXES**

**Section V. Bordereau des quantités, Calendrier de livraisons, Cahier des Clauses techniques, Plans, Inspections et Essais.**

Dans cette Section figurent la liste des Fournitures et/ou Services connexes, le calendrier de livraison et d’achèvement, les Cahiers des Clauses techniques générales et particulières, les plans décrivant les Fournitures et/ou Services connexes devant être fournis, les Plans et les Inspection et Essais relatifs à ces fournitures.

**TROIXIÈME PARTIE – MARCHÉ**

**Section VI. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG)**

Cette Section contient les dispositions générales applicables à tous les marchés. **La formulation des clauses de la présente Section ne doit pas être modifiée**.

**Section VII. Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP)**

Cette Section énonce les clauses propres à chaque marché,et modifie ou complète la Section VI, Cahier des clauses administratives générales.

## Section VIII. Formulaire du Marché

Cette Section contient le formulaire **de Marché,** qui, une fois rempli, incorpore toutes corrections ou modifications à l’offre acceptée en rapport avec les modifications permises par les Instructions aux candidats, le cahier des Clauses administrative générales, et le cahier des Clauses administratives particulières.

Les formulaires de **garantie de bonne exécution et de garantie de remboursement d’avance,** le cas échéant, seront remplis uniquement par le Candidat retenu après l’attribution et l’approbation du Marché (le titulaire).

DOSSIER D’APPEL D’OFFRES

émis le: *[Insérer la date]*

**pour**

**LA PRESTATION DE SERVICES COURANTS DE**

*[Insérer la dénomination des services courants]*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Appel d’Offres No:***[Insérer le numéro de l’AO]*

**Autorité contractante:**

*[Insérer le nom de l’Autorité contractante]*

**Source de financement : \_\_\_\_\_\_\_\_\_**

# PREMIÈRE PARTIE

# Procédures d’appel d’offres

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Section I. Avis d’Appel d’Offres (AO)  **Modèles d’Avis d’appels d’offres**  **Avis d’Appel d’Offres Ouvert – Cas sans pré qualification**  **Avis d’Appel d’Offres Ouvert (AAOO)**  ***[Insérer : identifiant de l’Autorité contractante]***  ***[Insérer : Identification de l’AAO]***  1. Cet Avis d’appel d’offres fait suite à l’Avis Général d’Appel d’Offres paru dans *[Insérer le nom de la publication]* du *[Insérer la date[[3]](#footnote-3)]*.   1. Le *[Insérer le nom du Maître d’Ouvrage][dispose/a obtenu/a sollicité]* des fonds *[Insérer la source de ces fonds[[4]](#footnote-4)]*, afin de financer *[Insérer le nom du projet ou du programme],* et a l’intention d’utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché *[Insérer le nom / numéro du Marché].* 2. Le *[Insérer le nom de l’Autorité contractante], ou* Le *[Insérer le nom de l’Autorité contractante],* agissant pour le compte de *[Insérer le nom du Maître d’Ouvrage)],* sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la prestation des services suivants : *[Insérer une brève description des services[[5]](#footnote-5); indiquer la liste des lots si l’appel d’offres porte sur plusieurs lots pouvant être attribués séparément ; indiquer également si des variantes pourront être prises en considération]*. 3. La passation du Marché sera conduite par Appel d’offres ouvert tel que défini par le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d’application*,* et ouvert à tous les candidats éligibles. 4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de *[Insérer le nom de l’Autorité contractante; Insérer les nom et adresse électronique de la personne responsable]* et prendre connaissance des documents d’Appel d’offres à l’adresse mentionnée ci-après *[spécifier l’adresse et le lieu exact]* de *[Insérer les heures d’ouverture et de fermeture[[6]](#footnote-6)]*. 5. Les exigences en matière de qualifications sont : *[Insérer la liste des conditions d’ordre technique, financier, légal et autre(s)].* Voir le DPAO pour les informations détaillées. 6. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d’Appel d’offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement[[7]](#footnote-7) d’une somme non remboursable de *[Insérer le montant en FCFA]* à l’adresse mentionnée ci-après *[spécifier l’adresse].* La méthode de paiement sera *[Insérer la forme de paiement[[8]](#footnote-8)].* Le Dossier d’Appel d’offres sera adressé par *[Insérer le mode d’acheminement[[9]](#footnote-9)].* 7. Les offres devront être soumises à l’adresse ci-après *[spécifier l’adresse[[10]](#footnote-10)]* au plus tard le *[Insérer la date et l’heure]*. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. 8. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d’un montant de *[Insérer le montant en FCFA ou un pourcentage minimum du prix de l’offre, ou le montant équivalent dans une monnaie librement convertible][[11]](#footnote-11).* 9. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de *[insérer le nombre de jours][[12]](#footnote-12)*à compter de la date limite du dépôt des offres. 10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l’ouverture des plis le *[date]* à *[heure]* à l’adresse suivante : *[indiquer l’adresse et le lieu exacts]* ([[13]](#footnote-13))   Avis d’Appel d’offres – Cas avec pré qualification  **Lettre aux candidats Pré qualifiés**   |  | | --- | | **Notes relatives à la lettre aux candidats pré qualifiés**  La lettre qui suit est adressée exclusivement aux candidats qui ont été admis à concourir à la suite de la procédure de pré qualification conduite par l’Autorité contractante. L’idéal est d’envoyer cette lettre aux candidats pré qualifiés en même temps que sont annoncés les résultats de la pré qualification. Une pré qualification doit toujours être effectuée dans le cas de marchés publics dont l’objet porte sur des services spécialisés. Dans le cas d’un appel d’offres ouvert sans pré qualification, le texte de l’avis d’appel d’offres (AAO) ouvert (non précédé de pré qualification) figurant dans la section précédant celle-ci, devra être utilisé. |   **Format de lettre aux soumissionnaires pré qualifiés**  Date:  A : [*nom et adresse de l’entreprise]*  Référence : [*nom du projet]*  AAO No : *[référence de l’AAO]*  Messieurs, Mesdames,   1. Le *[Insérer le nom du Maître d’Ouvrage][a obtenu/a sollicité]* des *[Insérer la source de ces fonds]* fonds, afin de financer *[Insérer le nom du projet ou du programme],* et à l’intention d’utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché *[Insérer le nom / numéro du Marché].*   2. Le *[Insérer le nom de l’Autorité contractante], ou* Le *[Insérer le nom de l’Autorité contractante],* agissant pour le compte de *[Insérer le nom du Maître d’Ouvrage)],* invite, par le présent Avis d’Appel d’offres, les soumissionnaires pré qualifiés à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la prestation de services [*description succincte des services ; indiquer la liste des lots si l’appel d’offres porte sur plusieurs lots pouvant être attribués séparément ; indiquer également si des variantes pourront être prises en considération*].  3. Les soumissionnaires pré qualifiés peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner le Dossier d’appel d’offres dans les bureaux de [*nom du service responsable du Marché*][[14]](#footnote-14)*[adresse postale, adresse télégraphique et/ou adresse et numéro de télex du service, adresse de courrier électronique, numéro du télécopieur où le Soumissionnaire peut se renseigner, examiner et obtenir les documents].*  4. Vous avez été pré qualifiés pour le projet cité en référence, et vous êtes donc admis à soumissionner (pour les lots suivants([[15]](#footnote-15))).  5. Un jeu complet du dossier d’appel d’offres peut être consulté gratuitement ou être acheté au service ci-dessus moyennant paiement d’un montant non remboursable de *[Insérer le montant et la monnaie].*  6. Les soumissions doivent être accompagnées d’une garantie de soumission d’un montant de *[Insérer le montant en lettre puis en chiffre ([[16]](#footnote-16))]* FCFA ou d’un montant équivalent dans une monnaie librement convertible, et doivent être remises à *[indiquer l’adresse et l’emplacement exacts]* au plus tard à *[heure]* le *[date]*.Les offres devront demeurer valides pendant une durée de *[insérer le nombre de jours]* à compter de la date limite de soumission.  7. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l’ouverture des plis le *[date]* à *[heure]* à l’adresse suivante : *[indiquer l’adresse et le lieu exacts]* ([[17]](#footnote-17))  Nous vous prions d’agréer, Messieurs, *[Formule de politesse]*  *[Signature autorisée]*  *[Nom et titre]*  **Avis d’Appel d’Offres Restreint (AAOR)**  **Modèle de lettre d’invitation aux candidats invités à soumissionner**   |  | | --- | | **Notes relatives à la lettre aux candidats invités**  La lettre qui suit est adressée exclusivement aux candidats qui ont été invités à concourir par l’Autorité contractante.  Dans le cas d’un appel d’offres ouvert précédé ou non de pré qualification, les textes d’AAO figurant dans les sections précédant celle-ci, devront être utilisés. |   Date:  A : *[nom et adresse du Prestataire de services]*  Objet : *[Tel que spécifié au DPAO, IC 1.1]*  Référence : *[nom du projet]*  AAOR No : *[référence de l’AAOR]*  Messieurs, Mesdames,   1. Le *[Insérer le nom du Maître d’Ouvrage][dispose/a obtenu/a sollicité]* des fonds *[Insérer la source de ces fonds[[18]](#footnote-18)]*, afin de financer *[Insérer le nom du projet ou du programme],* et a l’intention d’utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché *[Insérer le nom / numéro du Marché].* 2. Le *[Insérer le nom de l’Autorité contractante], ou* Le *[Insérer le nom de l’Autorité contractante],* agissant pour le compte de *[Insérer le nom du Maître d’Ouvrage)]*, a l’honneur de vous inviter à présenter une offre dans le cadre de l’Appel d’offres restreint pour : (Descriptions des services tels que spécifiés aux DPAO, IC 1.1*[[19]](#footnote-19)*). 3. Les soumissionnaires ont la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs ou l’ensemble des lots. Dans le cas où ils soumissionnent pour plusieurs ou l’ensemble des lots, ils devront présenter une soumission séparée pour chaque lot. 4. Le délai d’exécution est de *[Insérer le délai d’exécution tel que spécifié au DPAO]* mois. 5. Le présent Appel d’offres a été adressé aux candidats inscrits sur la liste restreinte, dont les noms figurent ci-après : *[Insérer la liste des entreprises qui ont été approchées pour prendre part au marché]* 6. La passation du Marché sera conduite par Appel d’offres restreint tel que défini dans le code des Marchés publics en vigueur et ses textes d’application. 7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d’Appel d’offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement[[20]](#footnote-20) d’une somme non remboursable de *[Insérer le montant en FCFA]* à l’adresse mentionnée ci-après *[spécifier l’adresse].* La méthode de paiement sera *[Insérer la forme de paiement[[21]](#footnote-21)].* Le Dossier d’Appel d’offres sera adressé par *[Insérer le mode d’acheminement[[22]](#footnote-22)].* 8. Les offres devront être soumises à l’adresse ci-après *[spécifier l’adresse[[23]](#footnote-23)]* au plus tard le *[Insérer la date et l’heure]*. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. 9. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d’un montant de *[Insérer le montant en FCFA ou un pourcentage minimum du prix de l’offre, ou le montant équivalent dans une monnaie librement convertible*.[[24]](#footnote-24) 10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de *[insérer le nombre de jours][[25]](#footnote-25)*à compter de la date limite du dépôt des offres. 11. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l’ouverture des plis le *[date]* à *[heure]* à l’adresse suivante : *[indiquer l’adresse et le lieu exacts]* ([[26]](#footnote-26))   Nous vous prions d’agréer, Messieurs, Mesdames *[Formule de politesse]*  *[Signature]*  *[Nom et titre]*  *[Maître d’Ouvrage]*  Section II. Instructions aux candidats (IC) |

Table des clauses

A. Généralités 11

1. Objet du Marché 11

2. Origine des fonds 11

3. Sanction des fautes commises par les candidats ou titulaires de marchés publics 11

4. Conditions à remplir pour prendre part aux marchés 13

5. Qualification des candidats 14

B. Contenu du Dossier d’appel d’offres 15

6. Sections du Dossier d’appel d’offres 15

7. Éclaircissements apportés au Dossier d’appel d’offres 16

8. Modifications apportées au Dossier d’appel d’offres 16

C. Préparation des offres 16

9. Frais de soumission 16

10. Langue de l’offre 16

11. Documents constitutifs de l’offre 16

12. Lettre de soumission de l’offre … 17

13. Variantes 17

14. Prix de l’offre et rabais 17

15. Monnaie de l’offre 19

16. Documents attestant que le candidat est admis à concourir 19

17. Documents attestant de la conformité des services courants au dossier d’appel d’offres 19

18. Documents attestant des qualifications du Candidat 19

19. Période de validité des offres 20

20. Garantie de soumission 20

21. Forme et signature de l’offre 21

D. Remise des Offres et Ouverture des plis 22

22. Cachetage et marquage des offres 22

23. Date et heure limite de remise des offres 22

24. Offres hors délai 23

25. Retrait, substitution et modification des offres 23

26. Ouverture des plis 23

E. Évaluation et comparaison des offres 25

27. Confidentialité 25

28. Éclaircissements concernant les Offres 25

29. Conformité des offres 25

30. Non-conformité, erreurs et omissions 26

31. Examen préliminaire des offres 27

32. Examen des conditions, Évaluation technique 27

33. Évaluation des Offres 27

34. Marge de préférence 28

35. Comparaison des offres 29

36. Vérification a posteriori des qualifications du candidat 29

37. Droit de l’Autorité contractante d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres 30

F. Attribution du Marché 30

38. Critères d’attribution 30

39. Droit de l’Autorité contractante de modifier les quantités au moment de l’attribution du Marché 30

40. Notification de l’attribution du Marché 31

41. Signature du Marché 31

42. Garantie de bonne exécution 31

43. Information des candidats 31

44. Recours 31

|  |  |
| --- | --- |
| **Section II. Instructions aux candidats (IC)** | |
|  | 1. Généralités |
| 1. Objet du Marché | * 1. À l’appui de l’avis d’appel d’offres indiqué dans les Données particulières de l’appel d’offres **(DPAO),** l’Autorité contractante, tel qu’indiqué dans les **DPAO**, publie le présent Dossier d’appel d’offres en vue de l’obtention des Services courants spécifiés à la Section IV, Bordereau des quantités, calendriers de livraison, Cahier des Clauses techniques, plans, inspections et essais. Le nom, le numéro d’identification et le nombre de lots faisant l’objet de l’appel d’offres (AO) figurent dans les **DPAO**. |
|  | * 1. Tout au long du présent Dossier d’appel d’offres :  1. Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ; 2. Si le contexte l’exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ; et 3. Le terme « jour » désigne un jour calendaire; sauf indication contraire, les délais doivent toujours être considérés comme faisant référence au nombre de jours ouvrables dans lequel l’avis doit être diffusé ou l’action introduite |
| 1. Origine des fonds | * 1. L’origine des fonds budgétisés pour le financement du Marché faisant l’objet du présent appel d’offres est indiquée dans les **DPAO.** |
| 1. Sanction des fautes commises par les candidats ou titulaires de marchés publics | * 1. La République Togolaise exige de la part des candidats, soumissionnaires et titulaires de ses marchés publics, qu’ils respectent les règles d’éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l’exécution de ces marchés. Les candidats ou soumissionnaires ont l’obligation, sous peine de rejet de leur candidature ou de leur offre, de s’engager par écrit auprès de l’autorité contractante et ce pendant toute la procédure de passation jusqu’à la fin de l’exécution du marché, à ne pas effectuer de paiement, procurer d’avantage ou de privilège au profit de toute personne, agissant comme intermédiaire ou agent, en rémunération de services visant à influer sur le résultat de la procédure. Sans préjudice des sanctions pénales prévues par les lois et règlements en vigueur, des sanctions peuvent être prononcées par le Comité de Règlement des Différends de l’Autorité de Régulation des Marchés Publics à l'égard du candidat, soumissionnaire, attributaire ou titulaire qui a :  1. procédé à des pratiques de collusion entre soumissionnaires afin d’établir les prix des offres à des niveaux artificiels et non concurrentiels et de priver l’autorité contractante des avantages d’une concurrence libre et ouverte ; 2. participé à des pratiques visant sur le plan technique à instaurer un fractionnement du marché ou à influer sur le contenu du dossier d’appel d’offres ; 3. eu recours à la surfacturation et/ou à la fausse facturation dûment établie ; 4. tenté d’influer sur l’évaluation des offres ou sur les décisions d’attribution, y compris la proposition de tout paiement ou avantage indu ; 5. fourni des informations ou des déclarations fausses ou mensongères, ou a fait usage d’informations confidentielles dans le cadre de la procédure d’appel d’offres ; 6. participé pendant l’exécution du marché à des actes et pratiques frauduleuses préjudiciables aux intérêts de l’autorité contractante, contraires à la réglementation applicable en matière de marché public, susceptibles d’affecter la qualité des prestations ou leur prix ainsi que les garanties dont bénéficie l’autorité contractante. |
|  | * 1. Les sanctions suivantes peuvent être prononcées, et, selon le cas, de façon cumulative :  1. la confiscation des garanties constituées par le contrevenant dans le cadre des procédures d’appel d’offres incriminées, dans l’hypothèse où elle n’aurait pas été prévue par le cahier des charges ; 2. l’exclusion de la concurrence pour une durée temporaire en fonction de la gravité de la faute commise, y compris, en cas de collusion établie par l’Autorité de Régulation des Marchés publics, de toute entreprise qui possède la majorité du capital de l’entreprise sanctionnée, ou dont l’entreprise sanctionnée possède la majorité du capital ; 3. le retrait de leur agrément et/ou de leur certificat de qualification ; 4. une sanction à caractère pécuniaire dont le montant est fonction de la gravité des irrégularités et des violations de la réglementation, ainsi que des avantages que l’auteur a pu en tirer, sans préjudice de la réparation des dommages subis par l’autorité contractante.    1. L’inexactitude des mentions obérant les capacités techniques, financières et les pièces administratives demandées dans le dossier d’appel d’offres ou leur fausseté est sanctionnée par le rejet de l’offre, sans préjudice des sanctions pouvant être prises dans le cadre des dispositions ci-dessus.    2. Le marché peut être résilié, sans préjudice des sanctions pouvant être prises dans le cadre des dispositions ci-dessus, lorsque les infractions commises sont établies pendant son exécution.    3. Le contrevenant dispose d'un recours devant les tribunaux de l’ordre administratif à l'encontre des décisions du Comité de Règlement des Différends. Ce recours n'est pas suspensif. |
| 1. Conditions à remplir pour prendre part aux marchés | * 1. Si le présent appel d’offres a été précédé d’un avis de pré qualification, tel que renseigné dans les DPAO, seuls les candidats qui se sont vus notifier qu’ils étaient pré qualifiés sont autorisés à soumissionner ; dans le cas contraire, les candidats doivent remplir les conditions de qualification en application de la Clause 5 ci-après. Les candidats peuvent être des personnes physiques, des personnes morales ou toute combinaison entre elles avec une volonté formelle de conclure une convention de groupement ou ayant conclu une telle convention de groupement. Le groupement peut être conjoint ou solidaire. sauf stipulation contraire dans les DPAO, toutes les parties membres sont solidairement responsables. Les candidats doivent fournir tout document que l’Autorité contractante peut raisonnablement exiger, établissant à la satisfaction de celui-ci qu’ils continuent d’être admis à concourir. |
|  | * 1. Ne sont pas admises à concourir les personnes physiques ou morales :  1. qui ne se sont pas acquittées de leurs droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit, y compris, le paiement sur des marchés antérieurs (à compter de septembre 2011), de la taxe parafiscale prévue par l’article 11 de la loi n° 2009-013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public, ou à défaut, ne peuvent justifier par un document de l’Administration concernée du respect de leurs obligations en matière fiscale et sociale ; 2. qui font l’objet de procédure de déclaration de faillite personnelle, de redressement judiciaire, sauf à avoir été autorisés à poursuivre leur activité par une décision de justice ; 3. qui sont en état de liquidation de biens ou en faillite ; 4. qui sont frappées de l’une des interdictions ou déchéances prévues par les textes en vigueur, notamment le Code pénal et le Code général des impôts ; 5. qui sont affiliés aux consultants ayant contribué à préparer tout ou partie des dossiers d’appel d’offres ou de consultation ; 6. dans lesquels l’un des membres des organes de passation, de contrôle ou d’approbation ayant eu à connaitre de la procédure possède des intérêts financiers ou personnels de quelque nature que ce soit ; 7. qui auront été reconnues coupables d’infractions à la réglementation des marchés publics ou qui auront été exclues des procédures de passation des marchés par une décision de justice définitive en matière pénale, fiscale, ou sociale ou par une décision de l’Autorité de Régulation des Marchés publics ;   S’agissant des personnes morales, les cas d’inéligibilité visés ci-dessus aux alinéas d, e et g s’appliquent dès lors qu’ils sont le fait de personnes physiques membres de leurs organes de direction ou de contrôle.  Les dispositions ci-dessus sont également applicables aux membres de groupement et aux sous-traitants. |
|  | * 1. Un candidat ne peut se trouver en situation de conflit d’intérêt. Tout candidat se trouvant dans une situation de conflit d’intérêt sera disqualifié*.* Un candidat (y compris tous les membres d’un groupement d’entreprises et tous les sous-traitants du candidat) sera considéré comme étant en situation de conflit d’intérêt s’il :  1. se trouve dans les situations décrites aux alinéas 4.2 e) et f) ci-dessus ; ou 2. a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des prescriptions techniques et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d’offres ; ou 3. présente plus d’une offre dans le cadre du présent appel d’offres, à l’exception des offres variantes autorisées selon la clause 13 des IC, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d’une offre. Un candidat qui présente plusieurs offres ou qui participe à plusieurs offres (à l’exception des variantes présentées en vertu de la Clause 13 des IC) provoquera la disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé ; ou 4. S’il est affilié à une firme ou entité que l’Autorité contractante a recruté, ou envisage de recruter, pour participer au contrôle des prestations de services dans le cadre du Marché. |
| 1. Qualification des candidats | * 1. Les candidats doivent remplir les conditions de qualification, en termes de moyens matériels, humains et financiers, ou d’expérience acquise dans la réalisation de prestations similaires à celle faisant l’objet du marché, tel que renseigné dans les DPAO. |
|  | 1. Contenu du Dossier d’appel d’offres |
| 1. Sections du Dossier d’appel d’offres | * 1. Le Dossier d’appel d’offres comprend les parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être lu en conjonction avec tout additif éventuel, émis conformément à la clause 8 des IC. |
|  | **PREMIÈRE PARTIE : Procédures d’appel d’offres**   * Section I. Avis d’Appel d’Offres * Section II. Instructions aux candidats (IC) * Section III. Données particulières de l’appel d’offres (DPAO) * Section IV. Formulaires de soumission   **DEUXIÈME PARTIE : Conditions de prestations des services courants**  Section V. Bordereau des quantités, Calendrier de livraison, Cahier des Clauses techniques. Plans et Inspections et Essais  **TROISIÈME PARTIE : Marché**   * Section VI. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG) * Section VII. Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP) * Section VIII. Formulaires du Marché |
|  | * 1. L’Autorité contractante ne peut être tenu responsable de l’intégrité du Dossier d’appel d’offres et de ses additifs, s’ils n’ont pas été obtenus directement de lui.   2. Le Candidat doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et prescriptions techniques figurant dans le Dossier d’appel d’offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d’appel d’offres. Toute carence à cet égard peut entraîner le rejet de son offre. |
| 1. Éclaircisse­ments apportés au Dossier d’appel d’offres | * 1. Un candidat éventuel désirant des éclaircissements sur les documents devra contacter l’Autorité contractante par écrit, à l’adresse indiquée dans les **DPAO**. L’Autorité contractante répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements reçue au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans en identifier l’auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d’appel d’offres directement auprès de lui. Au cas où l’Autorité contractante jugerait nécessaire de modifier le Dossier d’appel d’offres suite aux demandes d’éclaircissements, il le fera conformément à la procédure stipulée à la clause 8 et à l’alinéa 23.2 des IC. |
| 1. Modifications apportées au Dossier d’appel d’offres | * 1. L’Autorité contractante peut au plus tard dix (10) jours ouvrables au minimum avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d’appel d’offres en publiant un additif.   2. Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d’appel d’offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d’appel d’offres directement de l’Autorité contractante.   3. Afin de laisser aux candidats un délai raisonnable pour prendre en compte l’additif dans la préparation de leurs offres, l’Autorité contractante peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à l’alinéa 23.2 des IC. |
|  | 1. Préparation des offres |
| 1. Frais de soumission | * 1. Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l’Autorité contractante n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l’issue de la procédure d’appel d’offres. |
| 1. Langue de l’offre | * 1. L’offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Candidat et l’Autorité contractante seront rédigés dans la langue française. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Candidat dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction dans la langue française, auquel cas, aux fins d’interprétation de l’offre, ladite traduction fera foi. |
| 1. Documents constitutifs de l’offre | 11.1 L’offre comprendra les documents suivants :   1. La lettre de soumission de l’offre et les bordereaux de prix applicables, remplis conformément aux dispositions des clauses 12, 14, et 15 des IC ; 2. la garantie de soumission établie conformément aux dispositions de la clause 20 des IC; |
|  | 1. la confirmation écrite habilitant le signataire de l’offre à engager le Candidat, conformément aux dispositions de la clause 21.2 des IC ; 2. les documents attestant, conformément aux dispositions de la clause 16 des IC, que le Candidat est admis à concourir, incluant le Formulaire de Renseignements sur le Candidat, et le cas échéant, les Formulaires de Renseignements sur les membres du groupement; |
|  | 1. les documents attestant, conformément aux dispositions des clauses 18 et 30 des IC que les Services courants sont conformes aux exigences du Dossier d’appel d’offres ; 2. les documents attestant, conformément aux dispositions de la clause 19 des IC, que le Candidat possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son offre est retenue ; et 3. tout autre document stipulé dans les **DPAO,** notamment des attestations justifiant qu’il s’est acquitté de ses droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit, y compris, le paiement sur des marchés antérieurs (à compter de septembre 2011), de la taxe parafiscale prévue par l’article 11 de la loi n° 2009-013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public. |
| 1. Lettre de soumission de l’offre et bordereaux des prix | * 1. Le Candidat soumettra son offre en remplissant le formulaire fourni à la Section IV, Formulaires de soumission, sans apporter aucune modification à sa présentation, et aucun autre format ne sera accepté. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés. |
|  | * 1. Le Candidat fournira les bordereaux des prix pour les Services courants, à l’aide des formulaires appropriés figurant à la Section IV, Formulaires de soumission. |
| 1. Variantes | 13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas considérées. |
| 1. Prix de l’offre et rabais | 14.1 Les prix et rabais indiqués par le Candidat sur le formulaire de soumission et les bordereaux de prix seront conformes aux stipulations ci-après.  14.2 Tous les lots et éléments de services figurant sur la liste des Services courants devront être énumérés et leur prix devra figurer séparément sur les bordereaux de prix. |
|  | 14.3 Le prix à indiquer sur la lettre de soumission de l’offre sera le prix total de l’offre. |
|  | 14.4 Le Candidat indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d’application dudit rabais dans la lettre de soumission de l’offre. |
|  | 14.5 Les termes « EXW, CIF, CIP, DDP » et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d’Incoterms publiée par la Chambre de Commerce internationale à la date de l’appel d’offres. |
|  | 14.6 Les prix seront indiqués comme requis dans chacun des bordereaux des prix fournis à la Section IV, Formulaires de soumission. Les prix proposés dans les formulaires de bordereaux des prix pour les Services courants, seront présentés de la manière suivante:Services courants requis dans la Section V : Bordereau des quantités, Calendrier de livraison, Cahier des Clauses techniques, plans, inspections et essais :le prix de chaque élément faisant partie des Services courants (taxes applicables comprises). |
|  | * 1. Les prix offerts par le Candidat seront fermes pendant toute la durée d’exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**. Une offre assortie d’une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de la clause 29 des IC. Cependant, si les **DPAO** prévoient que les prix seront révisables pendant la période d’exécution du Marché, une offre à prix ferme ne sera pas rejetée, mais le candidat ne pourra plus bénéficier de la révision des prix. En cas de révision de prix, le marché peut alors être modifié durant l’exécution des prestations aux conditions de révision expressément prévues par le marché en vertu d’une clause de révision du prix stipulée au CCAP et au marché par application des indices de prix officiels nationaux et, le cas échéant, étrangers. |
|  | * 1. Le montant d'un marché à prix ferme est actualisable pour tenir compte des variations de coûts entre la date limite initiale de validité des offres et la date du début de l’exécution du marché, en appliquant au montant d'origine de l'offre la formule d'actualisation stipulée par le CCAP. |
|  | * 1. La clause 1.1 peut prévoir que l’appel d’offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les prix indiqués devront correspondre à la totalité des services de chaque lot. Les Candidats désirant offrir une réduction de prix en cas d’attribution de plus d’un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à l’alinéa 14.4, à la condition toutefois que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps. |
| 1. Monnaie de l’offre | * 1. Les prix seront indiqués en FCFA, sauf stipulation contraire figurant dans les DPAO.   2. L’attributaire pourra être tenu de soumettre une décomposition des prix forfaitaires ou, le cas échéant un sous-détail des prix unitaires conformément aux dispositions y relatives du CCAG. |
| 1. Documents attestant que le candidat est admis à concourir | * 1. Pour établir qu’il est admis à concourir en application des dispositions de la clause 4 des IC, le Candidat devra remplir la lettre de soumission de l’offre (Section IV, Formulaires types de soumission de l’offre). |
| 1. Documents attestant de la conformité des Services courants au Dossier d’appel d’offres | * 1. Pour établir la conformité des Services courants au Dossier d’appel d’offres, le Candidat fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les services se conforment aux prescriptions techniques et normes spécifiées à la Section V.   2. Les preuves écrites peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales prestations composant les Services courants, démontrant qu’ils correspondent pour l’essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions de la Section V.   3. Si requis par les DPAO, les normes qui s’appliquent aux modes d’exécution des prestations, les références à des noms de marques ou à des numéros de catalogue spécifiés par l’Autorité contractante ne sont mentionnées qu’à titre indicatif et n’ont nullement un caractère restrictif. Le Candidat peut leur substituer d’autres normes de qualité, noms de marque et/ou d’autres numéros de catalogue, pourvu qu’il établisse à la satisfaction de l’Autorité contractante que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux prescriptions techniques au dossier de la consultation. |
| 1. Documents attestant des qualifications du Candidat | * 1. Les documents que le Candidat fournira pour attester qu’il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son offre est acceptée, établiront, à la satisfaction de l’Autorité contractante, que :   a) si requis par les **DPAO**, au cas où il n’est pas présent au Togo, le Candidat est ou sera (si son offre est acceptée) représenté par un agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles de l’Attributaire en matière de spécifications techniques ou normes de prestations de services.  c) le Candidat remplit chacun des critères de qualification spécifiés à la Clause 5 des IC. |
| 1. Période de validité des offres | 19.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les DPAO après la date limite de soumission fixée par l’Autorité contractante. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l’Autorité contractante. |
|  | 19.2 Exceptionnellement, avant l’expiration de la période de validité des offres, l’Autorité contractante peut demander aux candidats de proroger la durée de validité de leurs offres. La demande et les réponses seront formulées par écrit. Un candidat peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un candidat qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de l’alinéa 14.8 des IC. |
| 1. Garantie de soumission | * 1. Le Candidat fournira une garantie de soumission qui fera partie intégrante de son offre, comme spécifié dans les **DPAO**. |
|  | * 1. La garantie de soumission sera libellée en FCFA ou une monnaie librement convertible pour le montant spécifié aux DPAO et devra :  1. au choix du Candidat, être sous l’une des formes ci- après: une lettre de crédit irrévocable, une garantie bancaire provenant d’une institution bancaire, ou une garantie émise par une compagnie d’assurance; 2. provenir d’une institution au choix du Candidat établie dans un pays satisfaisant aux critères d’origine. Si l’institution d’émission de la garantie de soumission est étrangère, elle devra avoir une institution financière correspondante située au Togo permettant d’appeler la garantie ; 3. être conforme au formulaire de garantie de soumission figurant à la Section IV, ou à un autre modèle approuvé par l’Autorité contractante avant le dépôt de l’offre ; 4. être payable immédiatement, sur demande écrite formulée par l’Autorité contractante dans le cas où les conditions énumérées à l’alinéa 20.5 des IC sont invoquées ; 5. être soumise sous la forme d’un document original ; une copie ne sera pas admise; 6. demeurer valide pendant vingt-huit jours (28) après l’expiration de la durée de validité de l’offre, y compris si la durée de validité de l’offre est prorogée selon les dispositions de l’alinéa 19.2 des IC. |
|  | * 1. Toute offre non accompagnée d’une garantie de soumission, selon les dispositions de l’alinéa 20.1 des IC, sera écartée par l’Autorité contractante comme étant non conforme. |
|  | * 1. Les garanties de soumission des candidats non retenus leur seront restituées le plus rapidement possible après que l’Autorité contractante aura pris la décision d’attribution du marché. |
|  | * 1. La garantie de soumission peut être saisie:  1. si le Candidat retire son offre pendant le délai de validité qu’il aura spécifié dans la lettre de soumission de son offre, sous réserve des dispositions de l’alinéa 19.2 des IC ; ou 2. s’agissant du Candidat retenu, si ce dernier : 3. manque à son obligation de signer le Marché en application de la clause 42 des IC ; 4. manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de la clause 43 des IC ;    1. La garantie de soumission d’un groupement d’entreprises doit être au nom du groupement qui a soumis l’offre. Si un groupement n’a pas été formellement constitué lors du dépôt de l’offre, la garantie de soumission d’un groupement d’entreprises doit être au nom de tous les futurs membres du groupement. |
| 1. Forme et signature de l’offre | * 1. Le Candidat préparera un original des documents constitutifs de l’offre tels que décrits à la clause 11 des IC, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l’offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi. |
|  | * 1. L’original et toutes copies de l’offre seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Candidat. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite qui sera jointe au Formulaire de renseignements sur le Candidat qui fait partie de la Section IV. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché. Toutes les pages de l’offre, à l’exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l’offre. |
|  | * 1. Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire de l’offre. |
|  | 1. Remise des Offres et Ouverture des plis |
| 1. Cachetage et marquage des offres | * 1. Les offres peuvent toujours être soumises par courrier ou déposées en personne. Le Candidat devra placer l’original de son offre et chacune de ses copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de la clause 13 des IC, ainsi que la garantie de soumission, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL » ou « COPIE », selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure scellée. |
|  | * 1. Cette enveloppe extérieure devra:  1. être adressée à l’Autorité contractante conformément à l’alinéa 23.1 des IC ; 2. comporter l’identification de l’appel d’offres indiqué à l’alinéa 1.1 des IC, et toute autre identification indiquées dans les **DPAO** ; 3. comporter la mention « ne pas ouvrir avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture des plis » en application de l’alinéa 26.1 des IC.    1. En outre, les enveloppes intérieures devront comporter le nom et l’adresse du Candida    2. Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l’Autorité contractante ne sera nullement responsable si l’offre est égarée ou ouverte prématurément.    3. Quand les **DPAO** le prévoient, le Soumissionnaire pourra, à son choix, soumettre son offre par voie électronique. Un Soumissionnaire qui soumet son offre par voie électronique devra suivre la procédure indiquée dans les **DPAO**. |
| 1. Date et heure limite de remise des offres | * 1. Les offres doivent être reçues par l’Autorité contractante à l’adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l’heure spécifiées dans lesdites **DPAO**.   2. L’Autorité contractante peut, s’il le juge nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d’appel d’offres en application de la clause 8 des IC, auquel cas, tous les droits et obligations de l’Autorité contractante et des candidats régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. |
| 1. Offres hors délai | * 1. L’Autorité contractante n’examinera aucune offre arrivée après l’expiration du délai de remise des offres, conformément à la clause 23 des IC. Toute offre reçue par l’Autorité contractante après la date et l’heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Candidat sans avoir été ouverte. |
| 1. Retrait, substitution et modification des offres | * 1. Un candidat peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l’avoir déposée, par voie de notification écrite conformément à la clause 22 des IC, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation (pouvoir) en application de l’alinéa 21.2 des IC (sauf pour ce qui est des notifications de retrait pour lesquelles des copies ne sont pas nécessaires). La modification ou l’offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :  1. délivrées en application des clauses 21 et 22 des IC (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et 2. reçues par l’Autorité contractante avant la date et l’heure limites de remise des offres conformément à la clause 23 des IC. |
|  | * 1. Les offres dont les candidats demandent le retrait en application de l’alinéa 25.1 leur seront renvoyées sans avoir être ouvertes. |
|  | * 1. Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l’heure limites de dépôt des offres et la date d’expiration de la validité spécifiée par le Candidat sur le formulaire d’offre, ou d’expiration de toute période de prorogation. |
| 1. Ouverture des plis | * 1. La Commission de Passation des Marchés publics de l’Autorité contractuelle procédera à l’ouverture des plis en public à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans les **DPAO**. Il sera demandé aux représentants des candidats présents de signer un registre attestant de leur présence. Les dispositions spécifiques d’ouverture des offres en cas de remise par moyen électronique selon la clause 22.4 des IC sont indiquées dans les DPAO. |
|  | * 1. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant l’offre correspondante sera renvoyée au Candidat sans avoir été ouverte. Si l’enveloppe marquée « RETRAIT » ne contient pas le pouvoir confirmant que la signature est celle d’une personne autorisée à représenter le Candidat, le retrait ne sera pas autorisé et l’offre correspondante sera ouverte. Aucun retrait d’offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n’est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Candidat. Aucun remplacement d’offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n’est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l’offre correspondante. Aucune modification d’offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n’est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l’ouverture des plis seront ensuite considérées. |
|  | * 1. Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l’une après l’autre et le nom de chaque candidat annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d’une modification, le montant de l’offre par lot le cas échéant, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l’existence d’une garantie de soumission, et tout autre détail que la Commission des Marchés peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l’offre annoncés à haute voix lors de l’ouverture des plis seront soumis à évaluation. Aucune offre ne sera écartée à l’ouverture des plis, exception faite des offres hors délai en application de l’alinéa 24.1 des IC. Toutes les pages de la soumission et des Bordereaux de prix seront visées par les membres de la Commission de Passation des Marchés publics présents à la séance d’ouverture des plis. |
|  | * 1. Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, la Commission de Passation des Marchés publics établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des plis, consignant les informations lues à haute voix. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les candidats ayant soumis une offre dans les délais. |
|  | 1. Évaluation et comparaison des offres |
| 1. Confidentia­lité | * 1. Aucune information relative à l’examen, à l’évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des candidats, et à la recommandation d’attribution du Marché ne sera donnée aux candidats ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l’attribution du Marché n’aura pas été rendue publique. |
|  | * 1. Toute tentative faite par un Candidat pour influencer l’Autorité contractante lors de l’examen, de l’évaluation, de la comparaison des offres et de la vérification de la qualification des candidats ou lors de la décision d’attribution peut entraîner le rejet de son offre. |
|  | * 1. Nonobstant les dispositions de l’alinéa 27.2, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un Candidat souhaite entrer en contact avec l’Autorité contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit. |
| 1. Éclaircisse­ments concernant les Offres | * 1. Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des offres et la vérification de la qualification des candidats, l’Autorité contractante a toute latitude pour demander à un Candidat des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un Candidat autrement qu’en réponse à une demande de l’Autorité contractante ne sera pris en compte. La demande d’éclaircissement de l’Autorité contractante, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix ni aucun changement substantiel de l’offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n’est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l’Autorité contractante lors de l’évaluation des offres en application de la clause 30 des IC. |
| 1. Conformité des offres | * 1. L’Autorité contractante établira la conformité de l’offre sur la base de son seul contenu. |
|  | * 1. Une offre conforme pour l’essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d’appel d’offres, sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omissions substantielles sont celles qui:  1. si elles étaient acceptées, 2. limiteraient de manière substantielle la portée, la qualité des prestations spécifiées dans le Marché ; ou 3. limiteraient, d’une manière substantielle et non conforme au Dossier d’appel d’offres, les droits du Maître d’Ouvrage ou les obligations du Candidat au titre du Marché ; ou 4. dont l’acceptation serait préjudiciable aux autres Candidats ayant présenté des offres conformes pour l’essentiel. |
|  | * 1. L’Autorité contractante écartera toute offre qui n’est pas conforme pour l’essentiel au Dossier d’appel d’offres et le Candidat ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission substantielle constatée. |
| 1. Non-conformité, erreurs et omissions | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, l’Autorité contractante peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence substantielle par rapport aux conditions de l’appel d’offres. |
|  | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, l’Autorité contractante peut demander au Candidat de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l’offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l’offre. Le Candidat qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée. |
|  | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, l’Autorité contractante rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :  1. S’il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l’avis de l’Autorité contractante, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ; 2. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n’est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ; et 3. S’il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus. |
|  | * 1. Si le Candidat ayant présenté l’offre conforme évaluée la moins-disante en fonction de critères exprimés en terme monétaires n’accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie de soumission pourra être saisie. | |
| 1. Examen préliminaire des offres | * 1. L’Autorité contractante examinera les offres pour s’assurer que tous les documents et la documentation technique demandés à la clause 11 des IC ont bien été fournis et sont tous complets. | |
|  | * 1. L’Autorité contractante confirmera que les documents et renseignements ci-après sont inclus dans l’offre. Au cas où l’un quelconque de ces documents ou renseignements manquerait, l’offre sera rejetée :  1. le formulaire de soumission de l’offre, conformément à la clause 12.1 des IC. 2. le bordereau des prix, conformément à la clause 12.2 des IC. 3. le pouvoir habilitant le signataire à engager le Candidat, conformément à la clause 21.2 des IC; et 4. la garantie de soumission conformément à la clause 20 des IC. | |
| 1. Examen des conditions, Évaluation technique | * 1. L’Autorité contractante examinera l’offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le CCAG et le CCAP ont été acceptées par le Candidat sans divergence ou réserve substantielle.   2. L’Autorité contractante évaluera les aspects techniques de l’offre présentée conformément à la clause 17 des IC pour confirmer que toutes les stipulations de la Section V : Bordereau des quantités, calendrier de livraison, Cahier des Clauses techniques, Plans et Inspections et Essais du Dossier d’appel d’offres, sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.   3. Si, après l’examen des termes et conditions de l’appel d’offres et l’évaluation technique, l’Autorité contractante établit que l’offre n’est pas conforme pour l’essentiel en application de la clause 29 des IC, elle écartera l’offre en question. | |
| 1. Évaluation des Offres | * 1. L’Autorité contractante évaluera chacune des offres dont il aura établi, à ce stade de l’évaluation, qu’elle était conforme pour l’essentiel. | |
|  | * 1. Pour évaluer une offre, l’Autorité contractante n’utilisera que les critères et méthodes définis dans la présente clause à l’exclusion de tous autres critères et méthodes. | |
|  | * 1. Pour évaluer une offre, l’Autorité contractante prendra en compte les éléments ci-après :  1. Le mode d’évaluation, par article ou par lot, comme indiqué dans les **DPAO,** et le prix de l’offre indiqué suivant les dispositions de la clause 14 des IC; 2. les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l’alinéa 30.3 des IC: 3. les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l’alinéa 14.4 des IC; 4. les ajustements, comme indiqué dans les **DPAO**, résultant de l’utilisation des facteurs d’évaluation, des méthodes et critères sélectionnés; 5. les ajustements imputables à l’application d’une marge de préférence, le cas échéant, conformément à la clause 34 des IC*.* | |
|  | * 1. Pour évaluer le montant de l’offre, l’Autorité contractante peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l’offre indiqué en application de la clause 14 des IC, dont les caractéristiques, la performance des Services courants et leurs conditions d’exécution. Les facteurs retenus, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres. Les facteurs à utiliser et la méthode d’application seront comme indiqué à l’alinéa 33.3 (d) des IC. | |
|  | * 1. Si cela est prévu dans les **DPAO**, le présent Dossier d’appel d’offres autorise les candidats à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet à l’Autorité contractante d’attribuer un ou plusieurs lots à un plus d’un candidat. La méthode d’évaluation pour déterminer la combinaison d’offres la moins-disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires, compte tenu de tous rabais offerts dans la lettre de soumission de l’offre, sera précisée dans les **DPAO**. | |
| 1. Marge de préférence | * 1. Si les DPAO le prévoient, l’Autorité contractante accordera dans la comparaison des offres évaluées une marge de préférence aux prestataires de services originaires de l’espace UEMOA.   2. Pour l’octroi d’une marge de préférence aux prestataires de services originaires de l’Espace UEMOA, l’Autorité contractante classera l’offre dans l’un des deux groupes ci-après :   **(a) Groupe A**: **les offres proposant des prestations de services courants originaires de l’Espace UEMOA.** Si le candidat personne physique est originaire d’un Etat membre de l’UEMOA, ou personne morale, elle établit à la satisfaction de l’Autorité contractante que : (i) son capital appartient pour plus de la moitié à des nationaux d’un Etat membre de l’UEMOA, et (ii) ses organes délibérants et de direction sont également contrôlés ou détenus par des nationaux d’un Etat membre de l’UEMOA ;  **(b) Groupe B**: Ce groupe est composé de toutes les autres offres.  Pour faciliter cette classification par l’Autorité contractante, le Candidat devra fournir dans son offre, toutes justifications nécessaires au classement de son offre dans le Groupe A.   * 1. L’Autorité contractante examinera d’abord les offres pour vérifier dans quel groupe les Candidats auront classé leur offre en préparant leurs soumissions. Il confirmera ou modifiera ce classement si besoin est.   2. Toutes les offres évaluées de chaque groupe seront ensuite comparées entre elles, pour déterminer quelle est l’offre évaluée la moins disante de chaque groupe. L’offre évaluée la moins-disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires de chaque groupe sera ensuite comparée avec l’offre évaluée la moins-disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires des autres groupes. Si, de cette comparaison, il ressort qu’une offre du Groupe A est l’offre évaluée la moins disante, le Candidat qui l’a présentée se verra attribuer le marché.   3. Si, à la suite de la comparaison qui précède, l’offre évaluée la moins disante fait partie du Groupe B, cette offre du Groupe B sera de nouveau comparée à l’offre évaluée la moins disante du Groupe A, après qu’on ait ajouté au prix évalué des prestations non originaires de l’Espace UEMOA proposées dans l’offre la moins-disante du Groupe B, et aux seules fins de cette comparaison supplémentaire, un taux maximal de 10 % du prix de l’offre de ces prestations.   4. Si l’offre du Groupe A est, dans cette comparaison supplémentaire, l’offre évaluée la moins-disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires, elle sera retenue. Sinon, l’offre évaluée la moins-disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires du Groupe B, par application des dispositions de l’alinéa 34.5 ci-dessus sera retenue. | |
| 1. Comparaison des offres | * 1. L’Autorité contractante comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l’offre évaluée la moins-disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires, en application de la clause 33 des IC*.* | |
| 1. Vérification a posteriori des qualifications du candidat | * 1. L’Autorité contractante s’assurera que le Candidat retenu pour avoir soumis l’offre évaluée la moins-disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires et substantiellement conforme aux dispositions du dossier d’appel d’offres, possède bien les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. | |
|  | * 1. Cette détermination sera fondée sur l’examen des pièces attestant les qualifications du Candidat et soumises par lui en application de la clause 18 des IC, sur les éclaircissements apportés en application de la clause 28 des IC, le cas échéant, et la Proposition technique du candidat. | |
|  | * 1. L’attribution du Marché au Candidat est subordonnée à l’issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l’offre sera rejetée et l’Autorité contractante procédera à l’examen de la seconde offre évaluée la moins-disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires afin d’établir de la même manière si le Candidat est capable d’exécuter le Marché de façon satisfaisante. | |
| 1. Droit de l’Autorité contractante d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres | * 1. L’Autorité contractante se réserve le droit d’accepter ou d’écarter toute offre, et d’annuler la procédure d’appel d’offres et d’écarter toutes les offres à tout moment avant l’attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des candidats.   2. L’Autorité contractante informera, par écrit, les candidats qui en font la demande écrite, des motifs qui l'ont conduit à ne pas attribuer ou notifier le marché ou à recommencer la procédure, dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date de réception de la demande. | |
|  | 1. Attribution du Marché | |
| 1. Critères d’attribution | * 1. L’Autorité contractante attribuera le Marché au Candidat dont l’offre aura été évaluée la moins-disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires et jugée substantiellement conforme au Dossier d’appel d’offres, à condition que le Candidat soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. | |
| 1. Droit de l’Autorité contractante de modifier les quantités au moment de l’attribution du Marché | * 1. Au moment de l’attribution du Marché, l’Autorité contractante se réserve le droit d’augmenter ou de diminuer l’intensité des services courants initialement spécifiée à la Section V, pour autant que ce changement n’excède pas les pourcentages indiqués dans les **DPAO**, et sans aucune modification des prix ou autres conditions de l’offre et du Dossier d’appel d’offres. | |
| 1. Notification de l’attribution du Marché | * 1. Le marché est notifié par l'autorité contractante à l'attributaire du marché avant expiration du délai de validité des offres. La notification consiste en une remise au titulaire contre récépissé ou en un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de donner date certaine à cet envoi. La date de notification est celle du récépissé ou de l'avis de réception.   2. Sauf dispositions contraires dans le marché, la date de notification constitue le point de départ des délais contractuels d'exécution du marché. Le marché ne produit d'effet à l'égard du titulaire qu'à compter de la date de sa notification. | |
| 1. Signature du Marché | * 1. Dans les meilleurs délais après la notification, l’Autorité contractante enverra au Candidat retenu le Formulaire de Marché et le CCAP.   2. Dans les quatorze (14) jours suivant la réception du Formulaire de Marché le Candidat retenu le signera, le datera et le renverra à l’Autorité contractante. | |
| 1. Garantie de bonne exécution | * 1. Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la date de réception de la notification par l’Autorité contractante de l’attribution du Marché, le Candidat retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAG, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section VIII. | | |
|  | * 1. Le défaut de soumission par le Candidat retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée, ou le fait qu’il ne signe pas le Formulaire de Marché, constituera un motif suffisant d’annulation de l’attribution du Marché et de saisie de la garantie de soumission, auquel cas l’Autorité contractante pourra attribuer le Marché au Candidat dont l’offre est jugée substantiellement conforme au dossier d’appel d’offres et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. | | |
| 1. Information des candidats | * 1. Dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l’Autorité contractante publie le procès-verbal d’attribution.   2. L’Autorité contractante communiquera par écrit à tout soumissionnaire écarté les motifs du rejet de son offre, le montant du marché attribué et le nom de l’attributaire.   3. Tout soumissionnaire écarté peut demander une copie du procès-verbal d’attribution et toute autre information pertinente qui lui seront remises dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de réception de sa demande écrite. | | |
| 1. Recours | * 1. Tout candidat ou soumissionnaire s’estimant injustement évincé des procédures de passation des marchés peut introduire un recours effectif préalable à l’encontre des procédures et décisions rendues à l’occasion de la procédure de passation leur causant préjudice, devant la personne responsable des marchés publics. Une copie de ce recours est adressée à l’autorité de régulation des marchés publics. Ce recours est exercé soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par tout moyen de communication électronique selon les modalités définies par le Code des marchés publics et ses décrets d’application. Ce recours peut porter sur la décision prise en matière de pré qualification ou d’établissement de la liste restreinte, la décision d’attribuer ou de ne pas attribuer le marché, les conditions de publication des avis, les règles relatives à la participation des candidats et aux capacités et garanties exigées, la procédure de passation et de sélection retenue, les spécifications techniques retenues, les critères d’évaluation. Il doit invoquer une infraction caractérisée de la réglementation des marchés publics. Il doit être exercé au plus tard dix (10) jours ouvrables précédant la date prévue pour le dépôt de la candidature ou de la soumission ou dans un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de publication de l’avis d’attribution provisoire.   2. La personne responsable du marché est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de cinq (5) jours ouvrables. Les décisions rendues par la personne responsable des marchés publics peuvent faire l’objet de recours devant l’autorité de régulation des marchés publics dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de notification de la décision faisant grief.   3. En l’absence de décision rendue par la personne responsable des marchés publics dans les cinq (5) jours ouvrables de sa saisine, le requérant peut également saisir l’autorité de régulation des marchés publics qui rend sa décision dans les sept (7) jours ouvrables de la date de la saisine, faute de quoi l’attribution du marché ne peut plus être suspendue. | | |

**Section III. Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO)**

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| **A. Introduction** | |
| **IC 1.1** | Référence de l’avis d’appel d’offres *[Insérer la référence]* |
| **IC 1.1** | Nom de l’Autorité contractante:*[Insérer le nom]:* |
| **IC 1.1** | Nombre et identification des lots faisant l’objet du présent appel d’offres :  *[Insérer le nombre et les numéros d’identification]* . |
| **IC 2.1** | Source de financement du Marché : *[Insérer]* |
| **IC 4.1** | L’appel d’offres (*a/n’a pas*) été précédé d’une pré-qualification. |
| **IC 5.1** | Les conditions de qualification applicables aux candidats sont les suivantes :  Capacité financière  Le Candidat doit fournir la preuve écrite qu’il satisfait aux exigences ci-après : *[Insérer la liste des exigences ; Conformément aux dispositions du Code des marchés publics, la justification est établie par une ou plusieurs des références suivantes : i) des déclarations appropriées des banques ou organismes financiers habilités, ou, le cas échéant, la preuve d’une assurance des risques professionnels, ii) la présentation des bilans ou d’extraits des bilans, dans les cas où la publication des bilans est prescrite par la législation du pays où le soumissionnaire est établi, iii) une déclaration concernant le chiffre d’affaires du domaine d’activités faisant l’objet du marché, pour, au maximum, les trois derniers exercices en fonction de la date de création de l’entreprise ou du début d’activité du soumissionnaire, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d’affaires sont disponibles. Si, pour une raison justifiée, la soumissionnaire n’est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre document considéré comme approprié par l’autorité contractante.]*  Le Candidat doit fournir la preuve écrite qu’il dispose d’avoirs en liquidités et/ou de facilités de crédit, nets d’autres engagements contractuels et de toute avance qui serait versée en vertu du Marché, d’un montant au moins équivalent à : *[insérer le montant requis]*  Capacité technique et expérience  Le Candidat doit prouver, documentation à l’appui qu’il satisfait aux exigences de capacité technique ci-après : *[insérer la liste des exigences en précisant la nature des documents justificatifs requis ; les justifications demandées dûment être motivées par les caractéristiques du marché.]*  Le Candidat doit prouver, documentation à l’appui, qu’il satisfait aux exigences d’expérience ci-après : *[insérer la liste des exigences en précisant la nature des documents justificatifs requis ; il conviendra de prendre garde à ne pas formuler des exigences excessivement restrictives, au détriment de candidats communautaires.]*  Le Candidat doit démontrer qu’il dispose du personnel pour les postes clés suivants : *[insérer la liste du personnel, les qualifications et l’expérience requises]*  Le Candidat doit démontrer la disposition (en propriété, en bail, en location, etc.) en temps opportun des équipements essentiels suivants : *[insérer la liste des équipements]*  Le Candidat doit fournir la preuve écrite que les prestations de services courants qu’il propose remplissent la (les) condition(s) d’utilisation suivante : *[Insérer la/les condition(s) d’utilisation].* |
| **B. Dossier d’appel d’offres** | |
| **IC 7.1** | Aux fins uniquement de demande de clarifications par les candidats et soumissionnaires**,** l’adresse de la personne responsable du Marché auprès de l’Autorité contractante est la suivante :  *[Attention : Insérer les noms et numéro de bureau de la personne responsable du Marché]*  Attention de : *[Insérer le nom du responsable]*  Rue : *[Insérer le nom de la rue]*  Étage/ numéro de bureau *:[Insérer étage et numéro du bureau]*  Ville *: [Insérer le nom de la ville]*  Boîte postale : *[Insérer le numéro de la boîte postale]*  Pays : [*Préciser le nom du pays*]  Numéro de téléphone : *[Insérer numéro]*  Numéro de télécopie : *[Insérer numéro]*  Adresse électronique : *[Insérer adresse]* |
| **C. Préparation des offres** | |
| **IC 11.1 (g)** | Le Candidat devra joindre à son offre les autres documents administratifs suivants :  *[Insérer la liste des documents, si nécessaire. Insérer ici la liste précise requise pour les attestations justifiant qu’il s’est acquitté de ses droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit, y compris, le paiement sur des marchés antérieurs (à compter de septembre 2011), de la taxe parafiscale prévue par* l’article 11 de la loi n° 2009-013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public :  1*. Carte d’opérateur économique en cours de validité ;*  *2. Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ;*  *3. Attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;*  *4. Quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois ;*  *5. Attestation de l’inspection du travail et des lois sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;*  *6. Attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale datant de moins de trois (03) mois ;*  *7. Attestation du paiement de la taxe parafiscale de régulation.]* |
| **IC 13.1** | Les variantes *[Insérer « sont » ou « ne sont pas »]*autorisées.  *[Si des offres variantes sont autorisées, Insérer :*  *« Un Candidat n’est autorisé à soumettre une offre variante que s’il soumet une offre conforme à la solution de base. L’Autorité contractante ne considèrera que les variantes offertes par le Candidat ayant soumis l’offre conforme à la solution de base évaluée la moins disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires. »]* |
| **IC 14.7** | Les prix proposés par le Candidat *[Insérer « seront fermes » ou « seront révisables »]*.  *[Pour les marchés dont le délai d’exécution n’excède pas 12 mois, les prix offerts par le soumissionnaire doivent être fermes pendant toute la durée d’exécution du Marché par le Candidat et ne pourront varier en aucune manière, sauf justifications exceptionnelles constatées par l’autorité contractante.*  *Pour les marchés dont le délai d’exécution est supérieur à 12 mois, le prix peut être révisable conformément aux dispositions du code des marchés publics.]* |
| **IC 19.1** | La période de validité de l’offre est de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la période en jours]*  *[La période est généralement de 90 jours ou 60 jours. Elle peut exceptionnellement être portée à 120 jours pour des marchés complexes pour lesquels l’évaluation des offres pourrait prendre plus de temps que généralement requis.]* |
| **IC 20.1** | L’offre devra être accompagnée d’une garantie de soumission. |
| **IC 20.2** | Le montant de la garantie de soumission est : *[Insérer le montant]*  *[Le montant de la garantie d’offre est fixé en fonction de l’importance du marché par l’autorité contractante. Conformément aux dispositions du Code des marchés publics, il doit être compris entre un (1) et trois (3) pour cent du montant prévisionnel du marché].* |
| **IC 21.1** | Outre l’original de l’offre, le nombre de copies demandé est de : *[Insérer le nombre de copies]* |
| **D. Remise des offres et ouverture des plis** | |
| **IC 22.2 (c)** | Les enveloppes intérieure et extérieure devront comporter les identifications suivantes : *[Insérer le nom et/ou le numéro qui doit apparaître sur l’enveloppe de l’offre pour identifier ce processus de passation des marchés]* |
| **IC 22.4** | La soumission par voie électronique *[Insérer « est » ou « n’est pas »]* autorisée.  *[La procédure de soumission par voie électronique est la suivante : Insérer. Si la soumission électronique n’est pas autorisée, supprimer cette clause]* |
| **IC 23.1** | Aux fins uniquement de remise des offres, l’adresse de l’Autorité contractante est la suivante :  Attention : *[Attention : Insérer le nom complet de la personne, si applicable, ou Insérer le nom du chargé de projet]*  Adresse: *[Insérer le nom de la rue et le numéro de l’immeuble]*  Étage/Numéro de bureau : *[Insérer l’étage et le numéro du bureau]*  Ville : *[Insérer le nom de la ville]*  Boîte postale : *[Insérer le numéro de la boîte postale]*  Pays : [*Préciser le nom du pays*]  **La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :**  Date : *[Insérer le jour, mois, année ; par exemple : 25 septembre 2012]*  Heure *: [Insérer l’heure]* |
| **IC 26.1** | L’ouverture des plis aura lieu à l’adresse suivante :  Adresse: *[Insérer le nom de la rue et le numéro de l’immeuble]*  Étage /Numéro de bureau : *[Insérer l’étage et le numéro du bureau]*  Ville : *[Insérer le nom de la ville]*  Pays : [*Préciser le nom du pays*]    Date *: [Insérer le jour, mois, année ; JJ/MM/AA]*  Heure *: [Insérer l’heure]* |
| **E. Évaluation et comparaison des offres** | |
|  |  |
| **IC 33.3 (a)** | Si le principe de l’allotissement des services courants est retenu, préciser ce qui suit :  L’évaluation sera conduite par lot  *[Sélectionner l’un des deux exemples de clauses ci-dessous selon le cas]*  Les offres seront évaluées par lot et le Contrat portera sur les lots attribués au soumissionnaire sélectionné  **Ou**  Les offres seront évaluées par lot. Si un bordereau des prix inclut un service sans en fournir le coût, le prix sera considéré comme inclus dans les prix des autres services. Un service non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l’offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l’essentiel, le prix moyen offert pour le service en question par les candidats dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l’offre, et le prix total ainsi évalué de l’offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres. |
| **IC 33.3 d)** | Les ajustements seront calculés en utilisant les critères d’évaluation suivants :  a) variation par rapport au calendrier des prestations des services courants : Les services faisant l’objet du présent Appel d’Offres doivent être prestés au cours d’une période de temps acceptable (c’est à dire entre une date initiale et une date finale) spécifiée à la Section IV, Bordereau des quantités, Calendrier de livraison, et Cahier des Clauses techniques. Aucun bonus ne sera alloué pour prestation anticipée; et les offres proposant une prestation au-delà de cette période seront considérées comme non conformes. A l’intérieur de cette période de temps acceptable, un ajustement de *[Insérer le facteur d’ajustement, par semaine de délai supérieur au délai minimum]*, sera ajouté aux prix des offres prévoyant une prestation à une date comprise dans la période spécifiée au Calendrier de d’exécution des prestations. Cet ajustement sera effectué seulement à des fins d’évaluation.  b)Critères spécifiques additionnels  *[Tout autre critère spécifique, ainsi que la méthode appropriée pour son application à l’évaluation, doit être détaillée ici, le cas échéant.]* |
| **IC 33.5** | L’Autorité contractante attribuera les différents lots au(x) Candidat(s) qui offre (nt) la combinaison d’offres par lots (y compris tous rabais éventuellement consentis) évaluée la moins disante en fonction de critères exprimés en termes monétaires, et qui satisfait (ont) aux conditions de qualification. |
| **IC 34.1** | *[Insérer, le cas échéant:« Une marge de préférence de 10 % au maximum sera accordé aux personnes physiques ressortissant d’un Etat membre de l’UEMOA et aux personnes morales dont (i) le capital appartient pour plus de la moitié à des nationaux d’un Etat membre de l’UEMOA, et (ii) les organes délibérants et de direction sont également contrôlés ou détenus par des nationaux d’un Etat membre de l’UEMOA.]* |
| **F. Attribution du Marché** | |
| **IC 39.1** | L’intensité des prestations de services courants peuvent être augmentées d’un pourcentage maximum égal à *: [Insérer pourcentage ne dépassant pas 15%]]*  L’intensité des prestations de services courants peuvent être réduites d’un pourcentage maximum égal à : *[Insérer pourcentage ne dépassant pas 15%]]* |

|  |
| --- |
| Section IV. Formulaires de soumission |

Liste des formulaires

[Formulaire de renseignements sur le Candidat 34](#_Toc239642592)

[Formulaire de renseignements sur les membres de groupement (Le cas échéant) 35](#_Toc239642593)

[Lettre de soumission de l’offre 36](#_Toc239642594)

[Bordereaux des prix 38](#_Toc239642595)

[Bordereau des prix et calendrier de réalisation des Services courants 39](#_Toc239642597)

Formulaire de renseignements sur le Candidat

*[Le Candidat remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]*

Date: *[Insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*

AAO No.: *[Insérer les références de l’Avis d’Appel d’Offres]*

|  |
| --- |
| 1. Nom du Candidat : *[Insérer la dénomination légale du Candidat]* |
| 2. En cas de groupement, noms de tous les membres : *[Insérer la dénomination légale de chaque membre du groupement]* |
| 3. Pays où le Candidat est, ou sera légalement enregistré au registre du commerce :*[Insérer le nom du pays d’enregistrement]* |
| 4. Année d’enregistrement du candidat au registre du commerce: *[Insérer l’année d’enregistrement]* |
| 5. Adresse officielle du Candidat dans le pays d’enregistrement: *[Insérer l’adresse légale du Candidat dans le pays d’enregistrement]* |
| 6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du Candidat:  Nom:*[Insérer le nom du représentant du Candidat]*  Adresse:*[Insérer l’adresse du représentant du Candidat]*  Téléphone/Fax :*[Insérer le n° de téléphone/fax du représentant du Candidat]*  Adresse électronique:*[Insérer l’adresse électronique du représentant du Candidat]* |
| 7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après: *[Cocher la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]*   Document d’enregistrement, d’inscription ou de constitution de la firme nommée en 1 ci-dessus, en conformité avec les clauses 4.1 et 4.2 des IC   * En cas de groupement, lettre d’intention de constituer un groupement, ou convention de groupement, en conformité avec l’alinéa 4.1 des IC. |

Formulaire de renseignements sur les membres de groupement (Le cas échéant)

*[Le Candidat remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]*

Date: *[Insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*

AAO No.: *[Insérer les références de l’Avis d’Appel d’Offres]*

|  |
| --- |
| 1. Nom du Candidat :*[Insérer le nom légal du Candidat]* |
| 2. Nom du membre du groupement : *[Insérer le nom légal du membre du groupement]* |
| 3. Pays où le membre du groupement est, ou sera légalement enregistré au registre du commerce : *[Insérer le nom du pays d’enregistrement du membre du groupement]* |
| 4. Année d’enregistrement du membre du groupement: *[Insérer l’année d’enregistrement du membre du groupement]* |
| 5. Adresse officielle du membre du groupement dans le pays d’enregistrement: *[Insérer l’adresse légale du membre du groupement dans le pays d’enregistrement]* |
| 6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du membre du groupement:  Nom:*[Insérer le nom du représentant du membre du groupement]*  Adresse:*[Insérer l’adresse du représentant du membre du groupement]*  Téléphone/Fax :*[Insérer le n° de téléphone/fax du représentant du membre du groupement]*  Adresse électronique:*[Insérer l’adresse électronique du représentant du membre du groupement]* |
| 7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après: *[Cocher la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]*   Document d’enregistrement, d’inscription ou de constitution de la firme nommée en 2 ci-dessus, en conformité avec les clauses 4.1 et 4.2 des IC |

|  |
| --- |
| Lettre de soumission de l’offre |

*[Le Candidat remplit la lettre ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le format de la lettre ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]*

Date: *[Insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*

AAO No.: *[Insérer les références de l’avis d’Appel d’Offres]*

Variante No. : *[Insérer le numéro d’identification si cette offre est proposée pour une variante]*

À : *[Insérer le nom complet de l’Autorité contractante]*

Nous, les soussignés attestons que :

1. Nous avons examiné le Dossier d’appel d’offres, y compris l’additif/ les additifs No. : *[Insérer les numéros et date d’émission de chacun des additifs];* et n’avons aucune réserve à leur égard ;
2. Nous nous engageons à prester conformément au Dossier d’appel d’offres et au calendrier d’exécution des services courants spécifié dans le Bordereau des prix, calendrier de livraison et Cahier des Clauses techniques, les services courants ci-après : *[Insérer une brève description des services courants]*;
3. Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à l’alinéa (d) ci-après est de : *[Insérer le prix total de l’offre en lettres et en chiffres, en indiquant les monnaies et montants correspondants à ces monnaies]*;
4. Les rabais offerts et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants :

*[Indiquer en détail les rabais offerts, le cas échéant, et le (ou les) article(s) du (ou des) bordereau(x) des prix au(x) quel(s) ils s’appliquent]*

*[Indiquer aussi en détail la méthode qui sera utilisée pour appliquer les rabais offerts, le cas échéant]*

1. Notre offre demeurera valide pendant la période requise à l’alinéa 19.1 des Instructions aux Candidats à compter de la date limite fixée pour la remise des offres à l’alinéa 23.1 des Instructions aux Candidats ; cette offre continuera de nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant l’expiration de cette période ;
2. Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à fournir une garantie de bonne exécution du Marché conformément à la Clause 42 des Instructions aux Candidats et au CCAG;
3. Notre candidature, ainsi que tous sous-traitants intervenant en rapport avec une quelconque partie du Marché, ne tombent pas sous les conditions d’exclusion de l’alinéa 4.2 des Instructions aux Candidats.
4. Nous ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d’intérêt définie à l’alinéa 4.3 des Instructions aux Candidats.
5. Nous nous engageons à ne pas octroyer ou promettre d'octroyer à toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la procédure de passation du marché un avantage indu, pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, en vue d'obtenir le marché.
6. Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d’attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu’à ce qu’un marché formel soit établi et signé.
7. Si un marché formel est signé avec nous, nous nous engageons à ouvrir et tenir à jour, jusqu’à l’expiration d’un délai de cinq (5) ans à compter de la date de réception définitive des prestations ou de celle de la dernière livraison relative au marché, un document comptable spécifique au marché, faisant ressortir les différentes sources de financement, les états des sommes facturées et des sommes réglées, ainsi qu’un état des déclarations fiscales et douanières relatives au marché, et auquel l’autorité contractante, le cas échéant, l’autorité de régulation des marchés publics, peut accéder, aux fins de vérification.
8. l est entendu par nous que vous n’êtes pas tenus d’accepter l’offre évaluée la moins- disante en fonction des critères exprimés en termes monétaires, ni l’une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom *[Insérer le nom complet de la personne signataire de l’offre]*

En tant que *[indiquer la capacité/qualité du signataire]*

Signature *[Insérer la signature]*

Ayant pouvoir de signer l’offre pour et au nom de *[Insérer le nom complet du Candidat]*

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de *[Insérer la date de signature]*

Bordereaux des prix

*[Le Candidat doit remplir tous les espaces en blanc dans les formulaires de Bordereau des prix selon les instructions figurant ci-après. La liste des services dans la colonne 1 du Bordereau des prix doit être identique à la liste des Services courants fournie par l’Autorité contractante dans la Section V.]*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Bordereau des prix et calendrier d’exécution des Services courants | | | | | | | | |
|  | | Monnaie de l’offre  *[en conformité avec la clause 15 des IC]* | | | Date *[Insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*  AAO No.: *[Insérer les références de l’avis d’Appel d’Offres]*  Variante No. *: [Référence, le cas échéant et si le DAO l’autorise à condition de soumissionner pour la solution de base]* | | | |
| 1 | 2 | 4 | 5 | 6 | | 7 | |
| **Service (s)** | **Description des Services** | **Date de réalisation au lieu de destination finale** | **Quantité [[27]](#footnote-27)**  **(Nombre d’unités)** | **Prix unitaire** | | **Prix total par article**  **(Colonne 5 X colonne 6)** | |
| *[Insérer le No de la prestation de service]* | *[Insérer l’identification du service]* | *[Insérer la date de réalisation offerte]* | *[Insérer la quantité et l’identification de l’unité de mesure]* | *[Insérer le prix unitaire de la prestation de service]* | | *[Insérer le prix total pour l’article]* | |
|  |  |  |  |  | |  | |
|  |  |  |  |  | |  | |
|  |  |  |  |  | |  | |
|  |  |  |  |  | |  | |
|  | | | | | | Prix total | *[Insérer le prix total]* | |
| Nom du Candidat *[Insérer le nom du Candidat]* Signature *[Insérer signature]* Date *[Insérer la date]* | | | | | | | | |

|  |
| --- |
| Modèle de garantie de soumission (garantie bancaire) |

*[La banque remplit ce modèle de garantie de soumission conformément aux indications entre crochets]*

*[Insérer le nom de la banque, et l’adresse de l’agence émettrice]*

*Bénéficiaire : [Insérer nom et adresse de l’Autorité contractante]*

Date : *[Insérer date]*

**Garantie de soumission no. :***[Insérer N° de garantie]*

Nous avons été informés que *[Identifier le candidat]* (ci-après dénommé « le Candidat ») a répondu à votre appel d’offres n°. *[Insérer n° de l’avis d’appel d’offres]* pour la prestation de services courants *[Insérer la description appropriée selon les cas]* et vous a soumis son offre en date du *[Insérer date du dépôt de l’offre]* (ci-après dénommée « l’Offre »).

En vertu des dispositions du dossier d’Appel d’offres, l’Offre doit être accompagnée d’une garantie de soumission.

A la demande du Candidat, nous *[Insérer nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de [*Insérer la somme en FCFA ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible].* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*Insérer la somme en lettres*].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Candidat n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l’Offre, à savoir :

1. s’il retire l’Offre pendant la période de validité qu’il a spécifiée dans la lettre de soumission de l’offre; ou
2. si, s’étant vu notifier l’acceptation de l’Offre par l’Autorité contractante pendant la période de validité telle qu’indiquée dans la lettre de soumission de l’offre ou prorogée par l’Autorité contractante avant l’expiration de cette période, il:
   1. ne signe pas le Marché ; ou
   2. ne fournit pas la garantie de bonne exécution du Marché, s’il est tenu de le faire ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux candidats.

La présente garantie expire :

(a) si le marché est octroyé au Candidat, lorsque nous recevrons une copie du Marché signé et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Candidat ; ou

(b) si le Marché n’est pas octroyé au Candidat, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevrons copie de votre notification au Candidat du nom du candidat retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours après l’expiration du délai de validité de l’Offre ainsi que spécifié au DPAO et dans la lettre de soumission du candidat. Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue au plus tard à cette date.

En tout état de cause, la présente garantie de soumission doit être établie conformément à l’Acte Uniforme OHADA portant organisation des sûretés du 17 avril 1997 dont les articles 29 et 30 sont respectivement relatifs aux règles de formation de la lettre de garantie (encore appelée garantie à première demande) et à ses mentions obligatoires.

**Signature de la banque**

**structures**

|  |
| --- |
| Garantie de soumission  (Cautionnement émis par une compagnie de garantie ou d’assurance) |

*[La compagnie de garantie remplit cette garantie de soumission conformément aux indications entre crochets]*

**Garantie No *[Insérer No de garantie]***

Attendu que *[Insérer le nom du Candidat]* (ci-après dénommé « le Candidat») a soumis son offre le *[Insérer date]* en réponse à l’AAO No *[Insérer no de l’avis d’appel d’offres]* pour la prestation de services *[Insérer la description appropriée selon les cas]* (ci-après dénommée « l’Offre »).

Faisons savoir que NOUS *[Insérer le nom de la société de garantie émettrice]* dont le siège se trouve à *[Insérer l’adresse de la société de garantie]* (ci-après dénommé « le Garant »), sommes engagés vis-à-vis de  *[Insérer nom de l’Autorité contractante]* (ci-après dénommé « l’Autorité contractante ») pour la somme de *[Insérer le montant en FCFA ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible], [Insérer le montant en lettres]* que, par les présentes, le Garant s’engage et engage ses successeurs ou assignataires, à régler intégralement à ladite Autorité contractante. Certifié par le cachet dudit Garant ce \_\_ jour le \_\_\_\_\_\_ *[Insérer date]*

LES CONDITIONS d’exécution de cette obligation sont les suivantes :

1. Si le Candidat retire son offre pendant la période de validité qu’il a spécifiée dans la lettre de soumission de l’offre, ou

2. Si le Candidat, s’étant vu notifier l’acceptation de son offre par l’Autorité contractante pendant la période de validité :

a) ne signe pas ou refuse de signer le marché ; ou

b) ne fournit pas ou refuse de fournir la Garantie de bonne exécution, s’il est tenu de le faire comme prévu par les Instructions aux candidats

Nous nous engageons à payer à l’Autorité contractante un montant égal au plus au montant stipulé ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que l’Autorité contractante soit tenue de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, l’Autorité contractante notera que le montant qu’elle réclame lui est dû parce que l’une ou l’autre des conditions susmentionnées ou toutes les deux sont remplies, en précisant laquelle ou lesquelles a (ou ont) motivé sa requête.

La présente garantie demeure valable jusqu’au vingt-huitième (28ème) jour inclus suivant l’expiration du délai de validité de l’offre. Toute demande de l’Autorité contractante visant à la faire jouer devra parvenir au Garant à cette date au plus tard.

En tout état de cause, la présente garantie de soumission doit être établie en conformité avec l’Acte Uniforme OHADA portant organisation des sûretés du 17 avril 1997 dont les articles 29 et 30 sont respectivement relatifs aux règles de formation de la lettre de garantie et à ses mentions obligatoires.

Nom : *[nom complet de la personne signataire]*

Titre *[capacité juridique/qualité de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, *\_\_\_\_\_\_. [Insérer date]*

# DEUXIÈME PARTIE

# Conditions de prestations des services courants

|  |
| --- |
| Section V. Bordereau des prix, Calendrier de d’exécution des prestations, Cahier des Clauses techniques, Plans, Inspections et Essais |

Table des matières

1. Liste des Services courants et calendrier de réalisation 48

2. Cahier des Clauses techniques 49

3. Plans 51

4. Inspections et Essais 52

**Notes pour la préparation de cette Section V**

L’Autorité contractante doit préparer et inclure cette Section V dans le document d’Appel d’offres. Cette Section comprend au minimum une description des Services courants à prester et le Calendrier de livraison.

L’objectif de cette Section est de fournir aux candidats des informations suffisantes pour leur permettre de préparer leurs offres de manière efficace et précise, notamment les Bordereaux des Prix. Par ailleurs, cette Section, utilisée avec les Bordereaux des Prix, devrait permettre d’ajuster les prix en cas de variations de l’intensité des prestations au moment de l’attribution du marché conformément à la Clause 39 des Instructions aux candidats (IC).

La date ou la période de prestation des services courants doivent être spécifiées soigneusement, en prenant en compte la date prescrite, qui est celle à partir de laquelle commencent les obligations de l’Autorité contractante (par exemple, notification de l’attribution du contrat, signature du contrat, ouverture ou confirmation de la lettre de crédit).

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Liste des Services courants et calendrier d’exécution  *[Ce tableau est rempli par l’Autorité contractante. Les dates de prestation des services doivent être réalistes.]* | | | | | |
| **Service** | **Description du Service** | **Quantité[[28]](#footnote-28)** | **Unité physique** | **Site ou lieu où les Services doivent être prestés** | **Date finale de prestation des Services** |
|
| *[Insérer le numéro du Service* | *[Insérer la description du service]* | *[Insérer la quantité et l’identification de l’unité de mesure]* | *[unité de mesure]* | *[lieu de réalisation du service]* | *[Insérer la date]* |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

3. Cahier des Clauses techniques

L’objet des Cahiers des Clauses techniques *[CCTG (général) et, le cas échéant, CCTP (particulier)]* est de définir les caractéristiques techniques des Services courants demandés par l’Autorité contractante.

L’Autorité contractante prépare les clauses techniques détaillées en tenant compte de ce que :

* les clauses techniques constituent la référence sur laquelle l’Autorité contractante vérifie la conformité des offres puis évalue les offres. Par conséquent, des clauses techniques bien définies facilitent la préparation d’offres conformes par les candidats, ainsi que l’examen préliminaire; l’évaluation, et la comparaison des offres par l’Autorité contractante.
* La standardisation des clauses techniques peut présenter des avantages, et dépend de la complexité des services courants et du caractère répétitif de la passation des marchés considérés.
* Les normes en matière de main d’œuvre spécifiée dans les documents d’appel d’offres ne doivent pas présenter un caractère limitatif. Les normes internationales doivent être utilisées dans toute la mesure du possible. Les références à des noms de marque, procédés, numéros de catalogues, ou autres détails qui limitent les services à un prestataire particulier doivent être évités dans toute la mesure du possible. Lorsque cela est inévitable, une telle description d’un service doit toujours être assortie de la mention *« ou équivalent ».*
* Les clauses techniques doivent décrire en détail les exigences concernant, entre autres, les aspects suivants :

a) Normes exigées quant aux prestations de services courants si elles existent ;

b) Activités détaillées à la charge du candidat, participation éventuelle de l’Autorité contractante à ces activités;

c) Les exigences de performances le cas échéant ;

* Les clauses techniques précisent les principales caractéristiques techniques des services, ainsi que d’autres exigences.

Lorsque l’Autorité contractante exige du Candidat qu’il fournisse dans son offre une partie ou toutes les clauses techniques, documents techniques, ou autres informations techniques, il spécifie en détail la nature et la quantité des informations demandées, ainsi que leur présentation dans l’offre.

*[Si un résumé des clauses techniques doit être fourni, l’Autorité contractante insère l’information dans le Tableau ci-dessous. Le Candidat prépare un tableau analogue montrant que les conditions sont remplies]*

**Résumé des Spécifications Techniques**

**Les Services courants devront être conformes aux spécifications et normes suivantes.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Articles (Nos)** | **Noms des Services courants** | **Spécifications techniques et normes applicables** |
|  |  |  |
| *[Insérer le numéro de l’article]* | *[Insérer le nom]* | *[Insérer les prescriptions et les normes]* |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Spécifications techniques détaillées et normes, si nécessaire.

*[Insérer une description détaillée]*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

4. Plans

Le présent Dossier d’appel d’offres *[insérer « comprend les plans suivants » ou « ne comprend aucun plan »]*, selon le cas. (Il s’agit principalement des hypothèses de marchés où les prestations de services courants doit tenir compte des plans des locaux et bâtiments auxquels ils trouvent à s’appliquer : par exemple les services de nettoyage d’un immeuble administratif, les services d’entretien des incinérateurs d’une déchetterie, les services de maintenance d’une chambre froide, de climatiseurs, etc.)

*[Si le dossier d’AO comprend des plans, en insérer la liste dans le tableau ci-dessous]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Liste des plans** | | |
| **Nos** | **Titres** | **Objectifs** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

5. Inspections

Les inspections suivantes seront réalisées *: [insérer la liste des inspections].*

# TROISIÈME PARTIE

# Marché

|  |
| --- |
| Section VI. Cahier des clauses administratives générales(CCAG) |

*[Deux options possibles : Soit incorporer intégralement le CCAG services courants dans le présent DAO soit, viser uniquement lesdits CCAG par une clause d’indexation rédigée dans le DAO. Exemple : « Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de services courants s’applique au présent marché»].*

Liste des clauses

1. Définitions 57

2. Documents contractuels 58

3. Sanction des fautes commises par les candidats ou titulaires de marchés publics 58

4. Interprétation 59

5. Langue 60

6. Groupement 60

7. Critères d’origine 61

8. Notification 61

9. Droit applicable 61

10. Règlement des différends 61

11. Objet du Marché 62

12. Exécution 62

13. Responsabilités du Titulaire 62

14. Montant du Marché 62

15. Modalités de règlement 62

16. Impôts, taxes et droits 62

17. Garantie de bonne exécution 63

18. Droits d’auteur 63

19. Renseignements confidentiels 63

20. Sous-traitance 65

21. Spécifications et Normes 65

22. Assurance 65

23. Inspections 65

24. Pénalités 66

25. Limite de responsabilité 66

26. Modifications des lois et règlements 66

27. Force majeure 66

28. Ordres de modification et avenants au marché 67

29. Prorogation des délais 67

30. Résiliation 68

31. Cession 69

**Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Définitions | | * 1. Les termes et expressions ci-après auront la signification qui leur est attribuée ici :  1. “Marché” désigne l’ensemble des droits et obligations souscrits par les parties au titre de l’exécution des prestations de services courants. Les documents et pièces contractuelles sont énumérés dans le Formulaire de Marché. 2. « Documents contractuels » désigne les documents visés dans le Formulaire de Marché, y compris les avenants éventuels auxdits documents. 3. «Montant du Marché» signifie le prix payable au Titulaire, conformément au Formulaire de Marché signé, sous réserve de toute addition et modification ou de toute déduction audit prix, qui pourra être effectuée en vertu du Marché. 4. « Jour » désigne un jour calendaire. 5. « CCAG » signifie le Cahier des clauses administratives générales. 6. « Autorité contractante » signifie l’entité achetant les services courants, telle qu’elle est identifiée dans le CCAP. 7. « Titulaire » désigne la personne physique ou morale, attributaire du marché et qui est désignée comme tel dans le Formulaire de Marché. 8. « Services Courants » désigne notamment les services connexes afférents à la prestation d’activités d’un secteur économique donné, tels que l’assurance, l’installation, la formation et la maintenance initiale, ainsi que toute obligation analogue du Titulaire dans le cadre du Marché **OU** des services prestés à titre d’objet principal du marché. 9. « CCAP » signifie le Cahier des clauses administratives particulières. 10. « Sous-traitant » signifie toute personne physique, privée ou entité gouvernementale ou toute combinaison de ces éléments, à qui toute partie des Services courants est sous-traitée par le Titulaire. 11. « UEMOA » désigne l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. | | |
| Documents contractuels | | * 1. Sous réserve de l’ordre de préséance indiqué dans le Formulaire de Marché, tous les documents constituant le Marché (et toutes les parties desdits documents) sont corrélatifs, complémentaires et s’expliquent les uns les autres. Le Formulaire de Marché est lu comme formant un tout. | | |
| Sanction des fautes commises par les candidats ou titulaires de marchés publics | | * 1. La République Togolaise exige de la part des candidats, soumissionnaires et titulaires de ses marchés publics, qu’ils respectent les règles d’éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l’exécution de ces marchés. Les candidats ou soumissionnaires ont l’obligation, sous peine de rejet de leur candidature ou de leur offre, de s’engager par écrit auprès de l’autorité contractante et ce pendant toute la procédure de passation jusqu’à la fin de l’exécution du marché, à ne pas effectuer de paiement, procurer d’avantage ou de privilège au profit de toute personne, agissant comme intermédiaire ou agent, en rémunération de services visant à influer sur le résultat de la procédure. Sans préjudice des sanctions pénales prévues par les lois et règlements en vigueur, des sanctions peuvent être prononcées à l'égard du candidat, soumissionnaire, attributaire ou titulaire qui a :  1. procédé à des pratiques de collusion entre soumissionnaires afin d’établir les prix des offres à des niveaux artificiels et non concurrentiels et de priver l’autorité contractante des avantages d’une concurrence libre et ouverte ; 2. participé à des pratiques visant sur le plan technique à instaurer un fractionnement du marché ou à influer sur le contenu du dossier d’appel d’offres ; 3. eu recours à la surfacturation et/ou à la fausse facturation dûment établie ; 4. tenté d’influer sur l’évaluation des offres ou sur les décisions d’attribution, y compris la proposition de tout paiement ou avantage indu ; 5. fourni des informations ou des déclarations fausses ou mensongères, ou a fait usage d’informations confidentielles dans le cadre de la procédure d’appel d’offres ; 6. participé pendant l’exécution du marché à des actes et pratiques frauduleuses préjudiciables aux intérêts de l’autorité contractante, contraires à la réglementation applicable en matière de marché public, susceptibles d’affecter la qualité des prestations ou leur prix ainsi que les garanties dont bénéficie l’autorité contractante. | | |
|  | | * 1. Les sanctions suivantes peuvent être prononcées, et, selon le cas, de façon cumulative :  1. la confiscation des garanties constituées par le contrevenant dans le cadre des procédures d’appel d’offres incriminées, dans l’hypothèse où elle n’aurait pas été prévue par le cahier des charges ; 2. l’exclusion de la concurrence pour une durée temporaire en fonction de la gravité de la faute commise, y compris, en cas de collusion établie par l’autorité de régulation des Marchés publics, de toute entreprise qui possède la majorité du capital de l’entreprise sanctionnée, ou dont l’entreprise sanctionnée possède la majorité du capital ; 3. le retrait de leur agrément et/ou de leur certificat de qualification ; 4. une sanction à caractère pécuniaire dont le montant est fonction de la gravité des irrégularités et des violations de la réglementation, ainsi que des avantages que l’auteur a pu en tirer, sans préjudice de la réparation des dommages subis par l’autorité contractante.    1. L’inexactitude des mentions obérant les capacités techniques, financières et les pièces administratives demandées dans le dossier d’appel d’offres ou leur fausseté est sanctionnée par le rejet de l’offre, sans préjudice des sanctions pouvant être prises dans le cadre des dispositions ci-dessus.    2. Le marché peut être résilié, sans préjudice des sanctions pouvant être prises dans le cadre des dispositions ci-dessus, lorsque les infractions commises sont établies pendant son exécution.    3. Les sanctions sont prises par le Comité de Règlement des Différends de l’Autorité de Régulation des Marchés publics, qui reçoit les dénonciations des irrégularités constatées par les parties intéressées ou celles connues de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l’exécution du marché. | | |
| Interprétation | | 4.1 Si le contexte l’exige, le singulier se réfère au pluriel et vice versa. | | |
|  | | 4.2 Intégralité des conventions  Le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés l’Autorité contractante et le Titulaire relativement à son objet, et il remplace toutes communications, et accords (écrits comme oraux) conclus entre les parties relativement à son objet avant la date du Marché. | | |
|  | | 4.3 Avenants  Les avenants et autres modifications au marché ne pourront entrer en vigueur que s’ils sont faits par écrit, datés, s’ils se réfèrent expressément au marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des parties au marchéet approuvés par l’autorité compétente. | | |
|  | | 4.4 Absence de renonciation   1. Aucune relaxe, abstention, retard ou indulgence de l’une des parties pour faire appliquer l’une quelconque des conditions du Marché ou le fait que l’une des parties accorde un délai supplémentaire à l’autre, ne saurait préjuger des droits dévolus à cette partie par le Marché, ni de les affecter ou de les restreindre ; de même, la renonciation de l’une des parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché. 2. Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d’une partie en vertu du Marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l’objet de cette renonciation et la portée de cette renonciation. | | |
|  | | 4.5 Divisibilité  Si une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du Marché. | | |
| Langue | | 5.1 Le Marché et toute la correspondance et la documentation relatives au Marché échangées par le Titulaire et l’Autorité contractante, seront rédigés en langue française. Les documents complémentaires et les imprimés faisant partie du Marché pourront être rédigés dans une autre langue, à condition d’être accompagnés d’une traduction exacte dans la langue française des passages pertinents. Dans ce cas, aux fins d’interprétation du Marché, cette traduction fera foi.  5.2 Le Titulaire assumera tous les coûts de traduction dans la langue applicable et tous les risques relatifs à l’exactitude de cette traduction, pour ce qui concerne les documents qu’il fournit. | | |
| Groupement | | * 1. Si le Titulaire est un groupement, sauf disposition contraire figurant au **CCAP,** tous les membres seront solidairement tenus envers l’Autorité contractante de respecter les clauses du Marché, et ils devront désigner un ou plusieurs membres pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d’engager le groupement. La composition ou la constitution du groupement ne pourra être modifiée sans l’accord préalable écrit de l’Autorité contractante. | | |
| Critères d’origine | | 7.1 Sauf dispositions contraires figurant au **CCAP,** les titulaires de marchés de services dont le financement est prévu par les budgets de l’Etat, des établissements publics, des collectivités locales et des sociétés nationales ou sociétés à participation publique majoritaire, lorsqu’ils sont des entreprises d’un Etat membre de l’UEMOA, doivent être régulièrement inscrites au registre du commerce dans l'un desdits Etats. | | |
| Notification | | 8.1 Toute notification envoyée à l’une des parties par l’autre partie en vertu du Marché doit être adressée par écrit à l’adresse spécifiée dans le **CCAP**. L’expression « par écrit » signifie transmises par voie écrite avec accusé de réception.   * 1. Une notification prend effet à la date à laquelle elle est remise ou à sa date d’entrée en vigueur, la seconde de ces dates à échoir étant retenue. | | |
| Droit applicable | 9.1 Le Marché est régi et interprété conformément au droit Togolais, à moins que le **CCAP** n’en dispose autrement. | |
| Règlement des différends | * 1. Règlement amiable :  1. Si un différend survient entre l’Autorité contractante et le titulaire, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, le titulaire devra préalablement à tout recours judiciaire ou arbitral introduire un recours auprès de l’autorité contractante ou auprès de son de son autorité hiérarchique, aux fins de rechercher un règlement amiable. 2. L’Autorité contractante et le titulaire feront tout leur possible pour régler à l’amiable, par voie de négociation directe et informelle, tout différend entre eux ou en rapport avec le Marché.    1. Recours contentieux 3. Si les parties n’ont pas réussi à résoudre leur différend à l’amiable dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la date d’introduction du recours, le litige sera soumis à la juridiction togolaise ou l’instance arbitrale compétentes à l’initiative de l’Autorité contractante ou du Titulaire, sous réserve des dispositions du CCAP. 4. Nonobstant toute référence au titre du recours contentieux, les parties continueront de réaliser leurs obligations contractuelles respectives, à moins qu’elles n’en décident autrement d’un commun accord, et l’Autorité contractante paiera au Titulaire toute somme qui lui sera due. | |
|  |  | |
| Objet du Marché | 11.1 Les prestations de Services courants objet du présent Marché sont ceux qui figurent à la Section V, Bordereau des prix, Calendrier de livraison, Cahier des Clauses techniques, Plans, Inspections. | |
| Exécution | 12.1 En vertu de la clause 32.1 du CCAG, l’exécution des prestations de Services courants sera effectuée conformément au calendrier figurant dans le Bordereau des prix et les Calendriers de livraison. Le **CCAP** indiquera les autres pièces et documents à fournir par le Titulaire. | |
| Responsabilités du Titulaire | 13.1 Le Titulaire prestera les Services courants compris dans l’objet du Marché en application de la clause 11 du CCAG et du calendrier d’exécution, conformément à la clause 12 du CCAG. | |
| Montant du Marché | 14.1 Le prix demandé par le Titulaire pour les prestations de Services courants rendus au titre du Marché ne variera pas par rapport au prix indiqué par le Titulaire dans son offre, exception faite des modifications de prix autorisées dans le **CCAP**. | |
| Modalités de règlement | 15.1 Le prix du Marché sera réglé conformément aux dispositions du **CCAP**.   * 1. Le Titulaire présentera sa demande de règlement par écrit à l’Autorité contractante, accompagnée des factures décrivant, de façon appropriée, les services courants prestés et des documents et pièces présentés conformément à la clause 12 du CCAG, et après avoir satisfait à toutes les obligations spécifiées dans le Marché. | |
|  | * 1. Les règlements dus au Titulaire seront effectués sans délai par l’Autorité contractante, et au plus tard dans les soixante (60) jours suivant la présentation de la facture ou la demande de règlement par le Titulaire, et après son acceptation par l’Autorité contractante.   2. Dans l’éventualité où l’Autorité contractante n’effectuerait pas un paiement dû à sa date d’exigibilité ou dans le délai indiqué au **CCAP**, l’Autorité contractante sera tenu de payer au Titulaire des intérêts moratoires sur le montant du paiement en retard, au(x) taux spécifié(s) dans le **CCAP** pour toute la période de retard jusqu’au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou à la suite d’un jugement ou une sentence arbitrale. | |
| Impôts, taxes et droits | 16.1 Sauf disposition contraire figurant au **CCAP**, le Titulaire sera entièrement responsable du paiement de tous les impôts, droits de timbre, patente et taxes dus au titre du Marché.  16.2 Le Titulaire est soumis au paiement de la taxe parafiscale pour la régulation des marchés publics et délégations de service public, prévue par l’article 11 de la loi n° 2009-013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public.  16.3 Si le Titulaire peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale, l’Autorité contractante fera tout son possible pour permettre au Titulaire d’en bénéficier. | |
| Garantie de bonne exécution | 1. Dans les vingt (20) jours calendaires suivant réception de la notification d’attribution du Marché, le Titulaire fournira une garantie au titre de la bonne exécution du Marché, pour le montant spécifié dans le **CCAP**. 2. La garantie de bonne exécution sera payable à l’Autorité contractante en dédommagement de toute perte résultant de l’incapacité du Titulaire à s’acquitter de toutes ses obligations au titre du Marché. 3. La garantie de bonne exécution sera libellée en FCFA ou en une devise librement convertible jugée acceptable par l’Autorité contractante, et présentée sous l’une des formes stipulées par l’Autorité contractante dans le **CCAP** ou sous toute autre forme jugée acceptable par l’Autorité contractante. 4. L’Autorité contractante libérera et retournera au Titulaire la garantie de bonne exécution au plus tard vingt-huit (28) jours après la date d’achèvement des obligations incombant au Titulaire au titre de la réalisation du Marché, y compris les obligations de garantie, sauf disposition contraire du **CCAP**. | |
| Droits d’auteur | 1. Les droits d’auteur de tous les plans, documents et autres pièces contenant des données et des renseignements fournis à l’Autorité contractante par le Titulaire demeureront la propriété du Titulaire. | |
| Renseigne­ments confidentiels | 1. L’Autorité contractante et le Titulaire respecteront le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l’autre partie au titre du Marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l’autre partie, que ces renseignements aient été fournis avant, pendant ou après l’exécution ou la résiliation du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le Titulaire pourra donner à son sous-traitant tout document, donnée et autre information qu’il recevra de l’Autorité contractante dans la mesure nécessaire pour permettre au sous-traitant de réaliser ses prestations conformément au Marché, auquel cas le Titulaire demandera audit sous-traitant de prendre un engagement de confidentialité analogue à l’engagement imposé au Titulaire en vertu de la clause 19 du CCAG. | |
|  | 1. L’Autorité contractante n’utilisera aucun document, donnée et autre information reçu du Titulaire, à des fins autres que celles du Marché. De la même manière, le Titulaire n’utilisera aucun document, donnée et autre information reçu de l’Autorité contractante à des fins autres que la réalisation du Marché. | |
|  | 19.3 Toutefois, l’obligation imposée à une partie en vertu des clauses 19.1 et 19.2 ci-dessus ne s’appliquera pas aux informations suivantes :   1. celles que l’Autorité contractante ou le Titulaire doivent partager avec des institutions participant au financement du Marché; 2. celles qui, à présent ou ultérieurement, appartiennent ou appartiendront au domaine public, sans que la partie en cause n’ait commis de faute ; 3. le document comptable, visé par l’article 82 du Code des marchés publics, spécifique au marché, que le titulaire a l’obligation d’ouvrir et de tenir à jour, qui fait ressortir les différentes sources de financement, les états des sommes facturées et des sommes réglées, ainsi qu’un état des déclarations fiscales et douanières relatives au marché, et auquel l’autorité contractante, le cas échéant, l’autorité de régulation des marchés publics, peut accéder, aux fins de vérification, jusqu’à un délai maximum de cinq (5) ans à compter de la date de réception définitive des prestations ou de celle de la dernière livraison relative au marché concerné ; 4. celles dont il peut être prouvé qu’elles étaient en possession de la partie en cause lorsqu’elles ont été communiquées et qu’elles n’avaient pas été obtenues préalablement, de manière directe ou indirecte, de l’autre partie ; ou 5. celles qui sont mises de manière légitime à la disposition de la partie en cause par une tierce partie non tenue au devoir de confidentialité. | |
|  | 19.4 Les dispositions ci-dessus de la clause 19 du CCAG ne modifient en aucune façon un engagement de confidentialité donné par l’une ou l’autre partie avant la date du Marché.  19.5 Les dispositions de la clause 19 du CCAG resteront en vigueur après l’achèvement ou la résiliation du Marché, quel qu’en soit le motif. | |
| Sous-traitance | 1. Le Titulaire notifiera par écrit à l’Autorité contractante tous les marchés de sous-traitance attribués dans le cadre du Marché s’il ne l’a déjà fait dans son offre. Cette notification, fournie dans l’offre ou ultérieurement, ne dégagera pas la responsabilité du Titulaire, et ne le libérera d’aucune des obligations qui lui incombent du fait du Marché. 2. Les marchés de sous-traitance se conformeront aux dispositions des clauses 3 et 7 du CCAG. | |
| Spécifications et Normes | 21.1 Spécifications techniques et Plans   1. Les Services courants doivent satisfaire aux Cahier des Clauses techniques spécifiées à la Section V : Bordereau des prix, Calendrier de livraison, Cahier des Clauses techniques, Plans, Inspections et Essais, du document d’Appel d’offres. Si aucune norme n’y est indiquée, la norme sera supposée équivalente ou supérieure aux normes officielles dont l’application est appropriée dans le pays d’origine des services courants. 2. Le Titulaire pourra décliner sa responsabilité pour toute étude de conception, donnée, plan, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui aura été fourni ou conçu par l’Autorité contractante ou en son nom, en donnant à l’Autorité contractante une notification indiquant qu’il décline sa responsabilité. 3. Lorsque le Marché se référera aux codes et normes selon lesquels il sera exécuté, l’édition ou la version révisée desdits codes et normes sera celle spécifiée dans les Cahier des Clauses techniques. Durant l’exécution du Marché, les changements apportés auxdits codes et normes ne seront appliqués qu’après l’approbation de l’Autorité contractante et seront traités conformément à la clause 32 du CCAG. | |
|  |  | |
| Assurance | 22.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, le prestataire prend toutes les dispositions qui sied pour s’assurer dans le cadre de l’exécution des prestations de services courants prévus au marché. | |
| Inspections | 23.1 Le Titulaire effectue à ses frais et à titre gratuit pour l’Autorité contractante toutes les inspections afférentes à la prestation des services courants stipulés aux **CCAP.** | |
| Pénalités | 24.1. Sous réserve des dispositions de la clause 31 du CCAG, si le Titulaire ne preste pas l’une quelconque ou l’ensemble Services prévus dans les délais spécifiés dans le Marché, l’Autorité contractante, sans préjudice des autres recours qu’elle détient au titre du Marché, pourra déduire du prix du Marché, à titre de pénalités, une somme équivalant au pourcentage stipulé dans le **CCAP** du prix des Services courants non réalisés, pour chaque semaine ou fraction de semaine de retard, jusqu’à la livraison ou la prestation effective, à concurrence d’un montant maximum correspondant au pourcentage du montant du Marché indiqué dans le **CCAP**. Lorsque ce maximum sera atteint, l’Autorité contractante pourra résilier le Marché en application de la clause 34 du CCAG. | |
| Limite de responsabilité | Sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle :   1. Aucune des deux parties n’est responsable envers l’autre de toute perte ou de tout dommage indirect ou consécutif, perte d’usage, perte de production ou manque à gagner ou frais financier, étant entendu que la présente exception ne s’applique à aucune des obligations du Titulaire de payer des pénalités contractuelles à l’Autorité contractante ; 2. L’obligation globale que le Titulaire peut assumer envers l’Autorité contractante au titre du Marché ou au titre de la responsabilité civile ou autre, ne saurait excéder le montant du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s’appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement du matériel défectueux, ni à l’obligation du Titulaire d’indemniser l’Autorité contractante en cas de infraction de brevet. | |
| Modifications des lois et règlements | À moins que le Marché n’en dispose autrement, si après la date correspondant à 28 jours avant la date de soumission des offres, une loi, un décret, un arrêté ou règlement local ayant force de loi est adopté, promulgué, abrogé ou modifié au Togo (y compris tout changement dans l’interprétation ou l’application dudit texte par les autorités compétentes) d’une manière qui influe sur la date de livraison et/ou le prix du Marché, ladite date de livraison et/ou ledit prix du Marché sera révisé à la hausse ou à la baisse selon le cas, dans la mesure où le Titulaire en aura été affecté dans l’exécution d’une quelconque de ses obligations au titre du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le supplément ou la réduction de coût ne sera pas versé ou crédité séparément si ledit supplément ou ladite réduction a déjà été prise en compte dans les dispositions relatives à l’ajustement des prix en tant que de besoin, conformément à la clause 14 du CCAG. | |
| Force majeure | 27.1 Le Titulaire ne sera pas exposé à la saisie de sa garantie de bonne exécution, à des pénalités ou à la résiliation du marché pour non-exécution si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement dans l’exécution des obligations qui lui incombent au titre du Marché est dû à un cas de Force majeure. | |
|  | 27.2 Aux fins de la présente Clause, l’expression « Force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Titulaire, qui n’est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible et inévitable. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les actes de l’Autorité contractante au titre de la souveraineté de l’État, les guerres et révolutions, incendies, inondations, épidémies, mesures de quarantaine et d’embargo sur le fret.  27.3 En cas de Force majeure, le Titulaire notifiera sans délai par écrit à l’Autorité contractante l’existence de celle-ci et ses motifs. Sous réserve d’instructions contraires, par écrit, de l’Autorité contractante, le Titulaire continuera à remplir ses obligations contractuelles dans la mesure du possible, et s’efforcera de continuer à remplir les obligations dont l’exécution n’est pas entravée par le cas de Force majeure. | |
| Ordres de modification et avenants au marché | 28.1 L’Autorité contractante peut demander à tout moment au Titulaire, par notification, conformément aux dispositions de la clause8 du CCAG, d’apporter des modifications dans le cadre général du Marché. | |
|  | 28.2 Si modification entraîne une augmentation ou une réduction du coût ou du temps nécessaire au Titulaire pour exécuter toute partie du Marché, le prix du Marché et/ou le calendrier d’exécution sera modifié de façon équitable et le Marché sera modifié en conséquence. Toute demande d’ajustement formulée par le Titulaire au titre de la présente clause doit être déposée dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de réception, par le Titulaire, de l’ordre de modification émis par l’Autorité contractante.  28.3 Le prix que demandera le Titulaire, en échange de la prestation de tout service connexe qui pourra être nécessaire mais qui ne figurait pas dans le Marché, sera convenu d’avance par les parties et n’excédera pas les tarifs demandés par le Titulaire à d’autres clients au titre de services analogues.  28.4 Sous réserve des dispositions ci-dessus, aucune variation ou modification des termes du Marché ne sera faite autrement que par un avenant écrit et signé par les parties. | |
| Prorogation des délais | 29.1 Si à tout moment pendant l’exécution du Marché, le Titulaire ou ses sous-traitants se heurtent à une situation qui les empêche de prester les services courants dans les délais prévus à la clause 12 du CCAG, le Titulaire avisera immédiatement l’Autorité contractante du retard par écrit, de sa durée probable et du motif. Aussitôt que possible après réception de la notification effectuée par le Titulaire, l’Autorité contractante évaluera la situation et pourra, à sa discrétion, proroger les délais impartis au Titulaire pour exécuter le Marché, auquel cas la prorogation sera confirmée par les parties, par voie d’avenant au marché. | |
|  | 29.2 À l’exception du cas de force majeure visé dans la clause 31 du CCAG, un retard de la part du Titulaire dans l’exécution de ses obligations l’exposera à l’application des pénalités prévues dans la clause 26 du CCAG, sauf si une prorogation des délais a été accordée en vertu de la clause 33.1 du CCAG. | |
| Résiliation | 30.1 **Résiliation pour manquement du Titulaire**   1. L’Autorité contractante peut, sans préjudice des autres recours dont elle dispose en cas de rupture de contrat, notifier par écrit au Titulaire la résiliation pour manquement à ses obligations, de la totalité ou d’une partie du Marché: | |
|  | | 1. si le Titulaire manque de prester tout ou partie des services courants dans les délais spécifiés dans le Marché ou dans les délais prolongés par l’Autorité contractante conformément aux dispositions de la clause 33 du CCAG ; ou 2. si le Titulaire manque d’exécuter toute autre obligation au titre du Marché. |
|  | 1. L’autorité contractante ne peut prononcer la résiliation pour manquement du titulaire à ses obligations en application des dispositions du CCAG qu’après mise en demeure préalable restée sans effet dans le délai fixé dans la mise en demeure. 2. Au cas où l’Autorité contractante résilie tout ou partie du Marché, en application des dispositions du CCAG, l’Autorité contractante peut acquérir, aux conditions et de la façon qui lui paraissent convenables, des services courants semblables à ceux non exécutés et le Titulaire sera responsable envers l’Autorité contractante de tout coût supplémentaire qui en résulterait. Toutefois, le Titulaire continuera à exécuter le Marché dans la mesure où il n’est pas résilié. | |
|  | 30.2 Résiliation de plein droit sans indemnité  Le marché est résilié de plein droit sans indemnité :   1. en cas de décès du Titulaire personne physique, si l’Autorité contractante n’accepte pas, s’il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation; 2. en cas de faillite, si l’Autorité contractante n’accepte pas, dans l’éventualité où le syndic aurait été autorisé par le tribunal à continuer l’exploitation de l’entreprise, les offres qui peuvent être faites par ledit syndic pour la continuation ; 3. en cas de liquidation des biens ou de règlement judiciaire, si le Titulaire n’est pas autorisé à continuer l’exploitation de son entreprise.   Dans les cas mentionnés aux paragraphes b) et c) ci-dessus, les mesures conservatoires ou de sécurité dont l’urgence apparaît, en attendant une décision définitive du tribunal, sont prises d’office et mises à la charge du titulaire du marché. | |
|  | 30.3 Résiliation pour convenance  L’Autorité contractante peut à tout moment résilier tout ou partie du Marché par notification écrite adressée à l’Autorité contractante lorsque la réalisation du marché est devenue inutile ou inadaptée compte tenu des nécessités du service public. L’avis de résiliation précisera que la résiliation intervient unilatéralement pour raison de convenance, dans quelle mesure l’exécution des tâches stipulées dans le Marché prend fin et la date à laquelle la résiliation prend effet. | |
|  |  | |
| Cession | À moins d’en avoir reçu par écrit le consentement préalable de l’autre partie, ni l’Autorité contractante ni le Titulaire ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre du Marché. | |

|  |  |
| --- | --- |
| Section VII. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) | |
| Le CCAP précise le CCAG. Lorsqu’il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG.  *[L’Autorité contractante sélectionne et insère le texte approprié en utilisant les exemples fournis ci-dessous ou un texte différent acceptable; et supprime le texte en italiques]* | |
| **CCAG 1.1 (h)** | L’Autorité contractante est : *[insérer le nom légal complet]* |
| **CCAG 1.1 (m)** | Le(s) lieu(x) d’exécution des prestations est (sont) : *[insérer le(s) nom(s)]* |
| **CCAG 6.1** | [*Note : Le Code des Marchés publics (Art 103) dispose : « Les entrepreneurs, fournisseurs et prestataires de services peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.*  *En général, l’Autorité contractante souhaitera que le groupement soit solidaire, et il n’y aura pas lieu de modifier le CCAG. Dans le cas où l’Autorité contractante souhaiterait que le groupement soit conjoint, insérer ici la disposition suivante : « les membres du groupement seront conjoints au sens du Code des Marchés publics »]*. |
| **CCAG 8.1** | Aux fins de **notification**, l’adresse de l’Autorité contractante sera :  À l’attention de : *[insérer le nom de la personne responsable du Marché]*  No et rue *: [insérer numéro et rue ]*  Étage/no de bureau *:[insérer étage et no du bureau]*  Ville *: [insérer le nom du lieu]*  Code postal *:[insérer le no du code postal]*  Pays : [*Préciser le nom du pays*]  Téléphone *: [insérer numéro]*  Télécopie : *[insérer numéro]*  Adresse électronique : *[insérer adresse électronique]* |
| CCAG 10.2 | [**Note :***Tout litige sera soumis à la juridiction compétente par défaut. Toutefois, l’Autorité contractante peut insérer une clause compromissoire d’arbitrage, notamment dans l’hypothèse d’un Marché avec un Attributaire ressortissant d’un Etat non membre de l’UEMOA. Au moment de finaliser le Marché, la clause appropriée sera retenue dans le Marché. La note explicative qui suit doit donc être insérée au titre de la clause 10.6 a) du CCAG dans le document d’appel d’offres.]*  *Note explicative à l’intention des candidats : Au moment de la finalisation du marché la clause 10.6 (a) du CCAG sera retenue dans le cas où le Marché est passé avec un Attributaire ressortissant d’un Etat membre de l’UEMOA. Cette disposition sera remplacée par le texte ci-après dans le cas d’un Marché passé avec un attributaire ressortissant d’un Etat non membre de l’UEMOA :*  *« La Clause 10.6 a) du CCAG est modifiée et remplacée par : Si les parties n’ont pas réussi à résoudre leur différend à l’amiable, le litige sera soumis à un tribunal arbitral dans les conditions prévues par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif à l'arbitrage ».* |
| **CCAG 12** | Les autres pièces et documents à fournir par le Titulaire sont : *[Indiquer les pièces ; si aucune pièce n’est requise indiquer « sans objet »]* |
| **CCAG 14.1** | *[Retenir l’une des deux options suivantes]*  **Le prix des Services courants exécutés sera ferme et les dispositions suivantes sont applicables :**  Le montant d'un marché à prix ferme est actualisable pour tenir compte des variations de coûts entre la date limite de validité des offres et la date du début de l’exécution du marché, en appliquant au montant d'origine de l'offre la formule d'actualisation ci-après :  P1 = P0 (a L1/Lo + bi M1/Mo)  dans laquelle:  P1 = Prix actualisé.  P0 = Prix du marché (prix de base).  a = pourcentage estimé de l’élément représentant la main-d’œuvre dans le Prix du marché.  bi = pourcentage estimé de l’élément (d’indice i) représentant les matières et matériaux dans le Prix du marché.  L0, L1 = indices du coût de la main-d’œuvre applicables à l’industrie concernée, à la date limite de validité des offres et à la date d’actualisation du prix, respectivement.  M0, M1 = indices des prix des principaux matériaux de base à la date limite de validité des offres et à la date d’actualisation du prix, respectivement.  La somme des éléments a et bi doit toujours être égale à un (1) dans chaque cas où la formule est utilisée.  La date d’actualisation du prix est la date à laquelle la notification d’attribution définitive du marché est effectuée.  **OU**  **Les prix sont révisables en application des coefficients “REV” calculés selon la formule et modalités suivantes.**  (i) La formule est du type suivant :  REV = X + (a) T/To + (b) S/So + (c) F/Fo + ...  dans laquelle :  REV est le coefficient de révision qui s’appliquera à chaque paiement conformément aux modalités d’application et de révision détaillées respectivement aux alinéas (b) et (c) du présent paragraphe. Lors de chaque paiement, le montant à payer fera l’objet d’une révision par la multiplication du coefficient REV.  X constitue la partie fixe non révisable des paiements et (a), (b), (c), etc. représentent les paramètres de pondération des facteurs sujets à révision sur la base des valeurs des indices, T, S, F, etc.  Les valeurs respectives des paramètres X, a, b, c, etc. sont fixées ci-dessous, étant précisé que X + a + b + c + etc. = 1.  T, S, F, etc., et To, So, Fo, etc. représentent la valeur des indices correspondants aux facteurs inclus dans la formule; la définition et l’origine de ces indices sont spécifiées ci-dessous étant précisé que les valeurs de T, S, F, etc. seront celles en vigueur au cours du mois où interviendra le fait générateur de paiement, et les valeurs To, So, Fo, etc. sont celles en vigueur au cours du mois où se situe la date limite fixée pour le dépôt des offres.  (ii) Modalités de révision  Il est fait mensuellement application des dispositions de révision de prix et le montant de cette révision est réglé dans les mêmes conditions que le montant prévu à l’Article 6.4 du CCAG.  Dans le cas où les indices officiels devant servir à la révision de prix ne seraient connus qu’avec retard, des révisions provisoires seront calculées sur la base des dernières valeurs connues desdits indices ou à défaut sur des valeurs arrêtées d’un commun accord. Les révisions seront réajustées dès la parution des valeurs relatives aux mois considérés.  *[Insérer les valeurs de X, a, b, c, d, etc… et la définition spécifique des indices* T, S, F etc.. *utilisés dans la formule]* |
| **CCAG 15.1** | Les paiements seront effectués dans un délai de *[60]* jours après la réception de la facture et des documents requis.  Les modalités de règlement sont les suivantes :  Les paiements seront effectués sur la base du calendrier ci-après:   1. Avance for mobilisation : ……..pour cent du Montant du Marché seront versés à la date du commencement des Services sur présentation d’une garantie bancaire d’un même montant. 2. Paiements progressifs selon les étapes de réalisations ci-après, sous réserve de réception des Services par l’Autorité contractante, après vérification que ces Services ont été réalisés de manière satisfaisante, en accord avec les spécifications de performance :  * (indiquer la date buttoir et/ou le pourcentage de réalisation) * (indiquer la date buttoir et/ou le pourcentage de réalisation) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ * (indiquer la date buttoir et/ou le pourcentage de réalisation) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ et * (indiquer la date buttoir et/ou le pourcentage de réalisation) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   Le remboursement de l’avance mentionnée ci avant commencera quand les paiements progressifs auront atteint 25% du Montant du Marché, et sera effectué en totalité quand les paiement progressifs auront atteint 75% du Montant du Marché.  La garantie bancaire de remboursement de l’avance sera libérée lorsque le montant total de l’avance aura été remboursé.  ***Note****: Cette Clause devra être adaptée pour chaque marché.* |
| **CCAG 15.4** | **Intérêts moratoires**  Le délai au-delà duquel l’Autorité contractante paiera des intérêts moratoires au Titulaire est de 60 soixante jours.  Le taux des intérêts moratoires applicable sera un taux supérieur de *[insérer le taux]* au taux d’escompte de la BCEAO. |
| CCAG 16 | *[Lorsque le Marché sera exempté de certains impôts, droits ou taxes, il conviendra de l’indiquer précisément ici, sinon ne pas modifier le CCAG]* |
| CCAG 17.1 | Le montant de la garantie de bonne exécution sera de cinq (5) pourcent du montant du Marché. |
| **CCAG 17.3** | La garantie de bonne exécution sera : *[insérer « une garantie bancaire » ou « un cautionnement d’une compagnie d’assurance »]*. |
| **CCAG 23.1** | Les Inspections sont : *[décrire les types, fréquences, procédures utilisés pour réaliser ces inspections]*  Les inspections seront réalisés à*:\_ [insérer les lieux]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| **CCAG 24.1** | Les pénalités de retard s’élèvent à : [*Insérer*] *[préciser entre 1/2000 IÈME et 1/5000 IÈME]* du montant du marché par jours de retard.  Le montant maximum des pénalités de retard sera de *dix (10) pourcent du montant du Marché* |

|  |
| --- |
| Section VIII. Formulaires du Marché |

Liste des formulaires

**Formulaire du marché**

**Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)**

**Modèle de garantie de remboursement d’avance (garantie bancaire)**

**Formulaire de marché**

**MARCHÉ No \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**SUR APPEL D'OFFRES DU** *[Ou autres procédures à préciser]* **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**PUBLIE LE** *[Le cas échéant, en fonction du type de procédure de passation]* **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**APPROUVE LE \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**NOTIFIE LE \_\_\_\_\_\_\_\_\_par Ordre de Service n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**OBJET : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**ATTRIBUTAIRE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**MONTANT DU MARCHÉ : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**DÉLAI D'EXÉCUTION : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**FINANCEMENT : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**PRM\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**AUTORISE PAR DELIBERATION** *[à préciser, le cas échéant]* **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

##### 1. Formulaire de Marché

*[L’Attributaire remplit ce Formulaire de marché conformément aux indications en italiques]*

AUX TERMES DU PRÉSENT MARCHÉ, conclu le [date]\_\_\_\_\_ jour de [mois] \_\_\_\_\_\_ de\_\_ [année] \_\_\_\_

ENTRE

(1) *[insérer le nom légal complet de l’Autorité contractante]* \_\_\_\_\_\_\_\_ *de [insérer l’adresse complète de l’Autorité contractante]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (ci-après dénommé l’« Autorité contractante ») d’une part, et

(2) *[insérer le nom légal complet du Titulaire]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ de *[insérer l’adresse complète du Titulaire]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (ci-après dénommé le « Titulaire »), d’autre part :

ATTENDU QUE l’Autorité contractante a lancé un appel d’offres pour certains Services courants, à savoir *[insérer une brève description des Services] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* et a accepté l’offre du Titulaire pour la prestation de ces Services, pour un montant de *[insérer le montant du Marché]* \_\_\_\_\_\_\_ (ci-après dénommé le « montant du Marché») et dans le délai maximal de *[insérer le délai maximal de réalisation des fournitures et services connexes]*.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Dans ce Marché, les mots et expressions auront le même sens que celui qui leur est respectivement donné dans les clauses du Marché auxquelles il est fait référence.
2. Les documents ci-après sont réputés faire partie intégrante du Marché et être lus et interprétés à ce titre :

a) Le présent Formulaire de Marché

b) La Notification d’attribution du Marché adressée au Titulaire par l’Autorité contractante ;

c) L ‘offre et les Bordereaux des prix présentés par le Titulaire ;

d) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;

e) Le Cahier des Clauses Administratives Générales ;

f) le Bordereau des quantités, Calendrier de livraison,

g) Le Cahier des Clauses techniques particulières ;

h) Le Cahier des Clauses techniques générales (CCTG) ; et

f) [Ajouter ici tout(s) document(s) supplémentaire (s} éventuels] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Le présent Formulaire de Marché prévaudra sur toute autre pièce constitutive du Marché. En cas de différence entre les pièces constitutives du Marché, ces pièces prévaudront dans l’ordre où elles sont énumérées ci‑dessus.

En contrepartie des paiements que l’Autorité contractante doit effectuer au bénéfice du Titulaire, comme cela est indiqué ci-après, le Titulaire convient avec l’Autorité contractante par les présentes à exécuter les services et à reprendre tous les défauts y afférents en conformité absolue avec les dispositions du Marché.

L’Autorité contractante convient par la présente de payer au Titulaire, à titre de rétribution pour l’exécution et l’achèvement des Services et la reprise des défauts y afférents, les sommes prévues au Marché ou toutes autres sommes qui peuvent être payables au titre des dispositions du Marché, et de la manière stipulée au Marché.

Le présent marché ne sera définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente comme prévu par le code des marchés publics en vigueur en République Togolaise.

EN FOI DE QUOI, les parties au présent Marché ont fait signer le présent document conformément aux lois en vigueur au Togo, les jour et année mentionnés ci-dessous.

Lu et accepté par :

|  |  |
| --- | --- |
| Le Titulaire (ou le prestataire de service)  Ville, le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  (Prénoms et nom) | L’Autorité Contractante  Ville, le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  (Prénoms et nom) |
| L’Autorité d’approbation  Ville, le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  (Prénoms et Nom) | |

##### 2. Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres no: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque d’émission*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de bonne exécution no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du prestataire de services*] (ci-après dénommé « le prestataire de service ») a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*description des services courants*] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du prestataire de service, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*Insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*Insérer la somme en lettres*][[29]](#footnote-29). Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Candidat ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, [[30]](#footnote-30) et toute demande de paiement doit être reçue au plus tard à cette date.

La présente garantie est établie en conformité avec l’Acte Uniforme OHADA portant organisation des sûretés du 17 avril 1997 dont les articles 29 et 30 sont respectivement relatifs aux règles de formation de la lettre de garantie et à ses mentions obligatoires.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[Signature]

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document*.*

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

##### 3. Modèle de garantie de remboursement d’avance (garantie bancaire)

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres no : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque d’émission*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de restitution d’avance no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du prestataire*] (ci-après dénommé « le prestataire de service ») a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du marché et description des services*] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, une avance au montant de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*Insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*Insérer la somme en lettres*] est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du prestataire de service, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*Insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*Insérer la somme en lettres*][[31]](#footnote-31). Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le fournisseur (ou « le prestataire de service ») ne se conforme pas aux conditions du Marché parce qu’il a utilisé l’avance à d’autres fins que la prestation des services.

Toute demande et paiement au titre de la présente garantie est conditionnelle à la réception par le fournisseur (ou « le prestataire de service ») de l’avance mentionnée plus haut dans son compte portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de la banque*].

La présente garantie expire au plus tard le \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_[[32]](#footnote-32) et toute demande de paiement doit être reçue au plus tard à cette date.

La présente garantie de soumission est établie en conformité avec l’Acte Uniforme OHADA portant organisation des sûretés du 17 avril 1997 dont les articles 29 et 30 sont respectivement relatifs aux règles de formation de la lettre de garantie et à ses mentions obligatoires.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature

*Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation.*

1. Désigne la personne morale de droit public ou de droit privé, propriétaire ou bénéficiaire final de l’ouvrage ou de l’équipement technique, objet du marché [↑](#footnote-ref-1)
2. L’Autorité contractante désigne la personne morale de droit public ou de droit privé, visée à l’article 3 de la loi n° 2009-013 du 30 juin 2009 relative aux marchés publics et délégations de service public; l’autorité contractante peut également être confondue au « maître d’ouvrage » [↑](#footnote-ref-2)
3. Jour, mois, année; par exemple: 28 février 2012. [↑](#footnote-ref-3)
4. *[Insérer, si applicable: « ce contrat sera financé conjointement par {Insérer le nom du cofinancier} »].* [↑](#footnote-ref-4)
5. Fournir une brève description des fournitures ou services, y compris les quantités principales, le lieu et la période de réalisation et autres informations de nature à permettre aux candidats potentiels de décider de leur participation ou non à l’Appel d’offres. [↑](#footnote-ref-5)
6. Par exemple: de 8.heures à 17 heures [↑](#footnote-ref-6)
7. Le prix demandé doit être ***un juste prix*** c’est-à-dire destiné à rembourser l’Autorité contractante du coût d’impression du DAO, du courrier et d’acheminement du dossier d’Appel d’offres. Les niveaux du prix ne doivent pas dissuader les candidats de participer à la procédure de mise en concurrence. [↑](#footnote-ref-7)
8. Par exemple chèque de caisse, virement sur un compte à préciser. [↑](#footnote-ref-8)
9. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile par messagerie peut être envisagé. [↑](#footnote-ref-9)
10. Le bureau où les offres sont ouvertes n’est pas nécessairement celui ou les documents peuvent être consultés ou celui où les offres doivent être soumises. Un lieu seulement doit être mentionné pour la remise des offres, qui doit être situé aussi près que possible du lieu d’ouverture des offres afin de limiter la durée entre soumission et ouverture des offres. [↑](#footnote-ref-10)
11. Le montant de la garantie de soumission est compris entre un (1) et trois (3) pour cent du montant prévisionnel du marché conformément aux dispositions du décret N° 2009-277 / PR portant Code des marchés publics et délégations de service public [↑](#footnote-ref-11)
12. Au moins quatre-vingt-dix (90) jours [↑](#footnote-ref-12)
13. Coordonner avec l’Article 26 des IC, “Ouverture des plis” et les DPAO. [↑](#footnote-ref-13)
14. Le bureau où l’on consulte et d’où sont émis les Dossiers d’appel d’offres et celui où sont déposées les offres peuvent être identiques ou différents [↑](#footnote-ref-14)
15. Ces sections du texte doivent être ajoutées lorsque le projet est divisé en plusieurs lots et que la pré qualification a été faite pour plusieurs lots. La deuxième section doit être adaptée en fonction du ou des lots pour lesquels le candidat est invité à soumissionner. [↑](#footnote-ref-15)
16. Coordonner avec l’Article 20 des IC, “Garantie d’offre” et le DPAO. [↑](#footnote-ref-16)
17. Coordonner avec l’Article 23 des IC, “Ouverture des plis” et les DPAO. [↑](#footnote-ref-17)
18. *[Insérer, si applicable: « ce contrat sera financé conjointement par {Insérer le nom du cofinancier} »].* [↑](#footnote-ref-18)
19. Fournir une brève description des services, y compris quantités principales, lieu et période de réalisation, et autre information de nature à permettre aux candidats de décider de répondre s’ils prennent part ou non à l’Appel d’offres restreint. [↑](#footnote-ref-19)
20. Le prix demandé doit être ***un juste prix*** c’est-à-dire destiné à rembourser l’Autorité contractante du coût d’impression du DAO, du courrier et d’acheminement du dossier d’Appel d’offres. Les niveaux du prix ne doivent pas dissuader les candidats de participer à la procédure de mise en concurrence. [↑](#footnote-ref-20)
21. Par exemple chèque de caisse, virement sur un compte à préciser. [↑](#footnote-ref-21)
22. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile par messagerie peut être envisagé. [↑](#footnote-ref-22)
23. Le bureau où les offres sont ouvertes n’est pas nécessairement celui ou les documents peuvent être consultés ou celui où les offres doivent être soumises. Un lieu seulement doit être mentionné pour la remise des offres, qui doit être situé aussi près que possible du lieu d’ouverture des offres afin de limiter la durée entre soumission et ouverture des offres. [↑](#footnote-ref-23)
24. Le montant de la garantie de soumission est compris entre un (1) et trois (3) pour cent du montant prévisionnel du marché conformément aux dispositions du décret N° 2009-277 / PR portant Code des marchés publics et délégations de service public [↑](#footnote-ref-24)
25. Au moins quatre-vingt-dix (90) jours [↑](#footnote-ref-25)
26. Coordonner avec l’Article 26 des IC, “Ouverture des plis” et les DPAO. [↑](#footnote-ref-26)
27. Si applicable. [↑](#footnote-ref-27)
28. Si applicable. [↑](#footnote-ref-28)
29. *Le Garant doit Insérer un montant représentant l’avance sous forme de pourcentage du montant mentionné au Marché.* [↑](#footnote-ref-29)
30. *Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date estimée de fin des prestations au marché. Le Maître de l’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître d’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe: « Sur demande écrite du Maître d’Ouvrage, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. »* [↑](#footnote-ref-30)
31. *Le Garant doit Insérer un montant représentant l’avance sous forme de pourcentage du montant du Marché mentionné au Marché.* [↑](#footnote-ref-31)
32. *Insérer la date prévue pour la réception provisoire. Le Maître de l’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître de l’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe: « Sur demande écrite du Maître de l’Ouvrage formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. »* [↑](#footnote-ref-32)